

**GRM 3<sup>ème</sup> année – Séminaire « Mouvements étudiants et luttes sociales »**  
**Section I Révolution Culturelle – Séance du samedi 24 octobre 2009**

**« Révoltes étudiantes et Révolution culturelle chez Althusser :  
la théorie à l'épreuve de la conjoncture »**  
**Guillaume Sibertin-Blanc**

« Les grands événements théoriques ne se passent donc pas toujours ni exclusivement dans la théorie : il arrive qu'ils se passent aussi dans la politique, et que, de ce fait, la pratique politique, en certains de ses secteurs, se trouve en avance sur la théorie. Il arrive que la théorie ne s'avise pas de ces événements théoriques qui se passent en dehors de son champ reconnu et officiel, alors qu'ils sont décisifs, sous bien des rapports, pour son propre développement » (Althusser).

**Introduction-Programme**

L'intervention à double détente que nous avons préparée avec Julien Girval-Pallotta, pour la séance d'aujourd'hui et la prochaine, a deux objectifs principaux. D'abord, en nous appuyant sur les éléments mis en place la dernière fois par Andrea Cavazzini concernant la conjoncture de la Révolution Culturelle Chinoise<sup>1</sup>, nous examinerons la réception et l'interprétation qu'en ont fait Althusser et certains de ses collaborateurs sur le moment – soit sur une période que l'on fera courir, pour sa phase principale, de 1966 à 1971, mais qu'il conviendra finalement d'étendre aux textes althussériens des années 1977-1978 autour de la « crise du marxisme » pour en mesurer la portée la plus radicale. Par là, nous renouons le fil du travail poursuivi il y a deux ans sur l'intervention althussérienne dans le marxisme, mais en le soumettant à la problématique élaborée l'an passé autour des « dispositifs de véridiction conjoncturelle »<sup>2</sup>. En travaillant sur les analyses de conjoncture, nous avons rencontré à plusieurs reprises un problème de communication des conjonctures, c'est-à-dire un problème concernant l'aptitude de certaines conjonctures à fonctionner, à travers des contextes et des rapports de forces changeant, comme des matrices de décryptage d'une nouvelle situation actuelle, d'interprétation et d'intervention dans ses tendances internes. – Bref, un problème concernant les modes de circulation, donc à la fois de transfert et de réinvestissement de blocs historico-théoriques (événements) aptes à la répétition et à la variation dans de nouvelles conjonctures. Ainsi de la Commune de Paris en 1917, ou sous la Révolution Culturelle précisément<sup>3</sup>. Ainsi de la révolution de 1917 dans l'Allemagne ou l'Italie d'après-guerre<sup>4</sup>. À propos de cette dernière, Livio Boni a proposé le schème gramscien de la *traduction* pour interroger ce type de circulation transférentielle, précisément lorsque le jeune Gramsci pose le problème de savoir sous quelles formes quelque chose comme les soviets pourrait être activé en Italie, en tenant à l'écart les deux écueils symétriques de l'application mécanique (et

<sup>1</sup> Cf. A. Cavazzini, « Introduction à la Révolution Culturelle », GRM 3<sup>ème</sup> année, URL : <http://www.europphilosophie.eu/recherche/spip.php?article399>.

<sup>2</sup> Sur la proposition de cette notion, et les premières formulations programmatiques qui s'y rattachent, cf. la séance introductive du séminaire du GRM 2<sup>ème</sup> année (septembre 2008) : <http://www.europphilosophie.eu/recherche/spip.php?article167>.

<sup>3</sup> Cf. le texte collectif du GRM présenté en séance plénière lors du Forum International de Philosophie Sociale et Politique à Toulouse, le 10 juillet 2009 (disponible sur le site).

<sup>4</sup> Voir les interventions de la Section « Allemagne-Italie 1920 » du séminaire du GRM 2<sup>ème</sup> année (février-mars 2009) : <http://www.europphilosophie.eu/recherche/spip.php?article167..>

illusoire) d'un modèle transcendant ses contextes de « réalisation », et de la génération spontanée (et tout aussi illusoire) de formes politiques indifférentes à l'événement d'emblée transnational dont la révolution bolchevique a constitué le « site ». Je cite la conclusion sur laquelle Livio avait provisoirement suspendu son analyse, et d'où l'on peut donc repartir aujourd'hui :

« On pourra dès lors avancer la thèse provisoire selon laquelle toute pensée matérialiste de l'événement (révolutionnaire) nécessite le refus d'une modélisation mécanique de ce dernier – qui le transformerait en *modèle à imiter* – pour le saisir en revanche dans sa possibilité de *traduction immanente* dans une conjoncture singulière. Pour le dire en d'autres termes, il n'y a pas de pensée matérialiste qui puisse s'exempter d'un tel travail de tra-duction, de transfert, de translation, en absence duquel l'événement émancipateur devient à son tour un fétiche, un absolu, un transcendant, une lettre morte (quoique vénérée) car intraduisible. On pourra alors poser, *via* Gramsci et l'*Ordine Nuovo*, une thèse à mettre à l'épreuve et à creuser quant aux "opérateurs de véridiction" de la pensée matérialiste dont nous nous sommes mis en quête depuis le début de l'année au cours du séminaire : toute pensée matérialiste a pour condition nécessaire (mais non suffisante) celle de pouvoir se penser comme un travail de tra-duction d'une vérité depuis son lieu d'événement à son lieu d'in-existence relative. Penser (dans) la conjoncture signifierait alors détotaliser la soi-disant unité d'une situation (ou d'un "état de la situation", pour le dire toujours avec Badiou) à partir d'un "site" capable de réactiver localement un événement ayant déjà surgi ailleurs sous sa puissance maximale. C'est dans une telle capacité de *réactivation disséminante* d'un événement que l'on distinguera, dès lors, un trait majeur d'une pensée matérialiste de la conjoncture, pour laquelle l'événement n'est jamais donné une fois pour toute, n'est jamais unique et fini, mais ne cesse de traduire et de produire en puissance ses effets sur les situations les plus disparates. »<sup>5</sup>

À bien des égards, c'est bien ce problème de traduction ou de transfert que nous reposerons ici dans la réception althussérienne de la RCC. C'est pourquoi nous commencerons par examiner la manière dont Althusser, dans le premier texte développé sur cette question, l'article « Sur la révolution culturelle » paru dans les *Cahiers marxistes-léninistes* à la fin de l'année 1966, définit lui-même l'effet de véridiction conjoncturelle de la RCC<sup>6</sup>.

En second lieu, la deuxième partie de l'intervention, que Julien Girval-Pallotta exposera dans la prochaine séance, aura pour objectif d'élucider la manière dont cet effet de la RCC sur le dispositif théorique et sur le mode de problématisation politique du marxisme-léninisme selon Althusser, se réfléchit aussi *dans* le travail d'Althusser lui-même, et donc enregistre les revirements de conjoncture sur la scène nationale dans lesquels il est immédiatement pris et auxquels il réagit, modifications de conjoncture parmi lesquelles il faut compter bien sûr les décompositions-recompositions internes aux organisations politiques se réclamant du marxisme-léninisme, parmi lesquelles il faut compter aussi les mouvements sociaux, et notamment ceux de la jeunesse scolarisée, qui trouvent leur acmé au printemps 1968. En somme : il s'agit de comprendre en quels termes Althusser s'approprie théoriquement la Révolution culturelle (compte tenu de ses propres travaux antérieurs, en particulier ceux des années 1962-1965 regroupés dans *Pour Marx*) pour tenter de décrypter

<sup>5</sup> Livio Boni, « Entre traduction et production de l'événement : Pour introduire l' *Ordine Nuovo* (II) », GRM 2<sup>ème</sup> année, URL : [http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM\\_21-02\\_II.pdf](http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_21-02_II.pdf).

<sup>6</sup> *Cahiers marxistes-léninistes. Organe théorique et politique de l'Union des Jeunesses Communistes (Marxiste-Léniniste)*, n° 14, novembre-décembre 1966. Ce numéro est titré « *La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne (I)* », et comporte, outre l'article d'Althusser non signé (2), cinq autres « exposés » intitulés : (1) « Oser lutter, savoir lutter, lutter », (3) « La pensée de Mao Tsé-toung », (4) « La dictature du prolétariat en Chine (contradictions et alliances de classes) », (5) « La base sociale du révisionnisme », (6) « La pensée de Mao Tsé-toung, force politique : la consolidation de la dictature du prolétariat ».

l'effet qu'elle produira à distance, tant sur l'analyse qu'Althusser produira du « Mai étudiant » que sur les réorientations, dont elle accusera l'urgence dès 1969-1970, de sa théorie de l'idéologie et des appareils idéologiques d'État (ce qui cristallisera, Julien Girval-Pallotta le montrera la prochaine fois, non seulement dans la question spécifique de l'AIE scolaire, mais aussi dans la thèse du parti communiste lui-même comme pièce de l'A.I.E. politique dans son double rapport avec les mouvements de masse et avec l'État).

### 1. L'identification de la conjoncture par son problème dominant

Considérons donc tout d'abord la première intervention d'Althusser sur la Révolution Culturelle, dans l'article titré comme tel de 1966. Concernant le thème du séminaire de cette année, commençons par noter que la question de la jeunesse dans la Révolution Culturelle chinoise, se trouve dans cet article étroitement circonscrite. Elle est localisée dans un long paragraphe, l'avant-dernier de la première partie, à peu près au centre géométrique de l'article qui en comporte deux, la première partie s'intitulant « Analyse politique de la Révolution Culturelle », la seconde, « Révolution Culturelle et principes théoriques marxistes ». Au sein de cette construction bipartite, sur laquelle il faudra revenir, la compréhension du rôle dont la jeunesse se voit investie sous la RCC (et « principalement, souligne Althusser, la jeunesse urbaine, donc avant tout des lycéens et étudiants »), et l'appréciation de son éventuelle valeur transférentielle pour d'autres conjonctures, présupposent de revenir sur l'effet de véridiction conjoncturelle que produit aux yeux d'Althusser, dès 1966, cet événement qu'il qualifie d'emblée de « fait historique *exceptionnel* », ce qui s'entend d'abord au sens où ce fait « n'a aucun *précédent* historique », et où d'autre part « il présente un extrême intérêt *théorique* ». Effet de véridiction conjoncturelle double, d'une part sur la *politique communiste* et sur l'analyse théorique de cette politique, d'autre part sur les *principes théoriques* qui fondent cette analyse et cette politique, à savoir les principes épistémologiques du matérialisme historique et les principes philosophiques du matérialisme dialectique.

Il faut commencer par là, avant de confronter cette analyse de conjoncture et ses effets dans la théorie avec la conjoncture régionale de l'énonciation althussérienne elle-même, c'est-à-dire la signification politique que prend cette analyse, fût-ce indirectement, fût-ce même à distance ou après-coup, dans le contexte des luttes sociales en Europe occidentale, notamment en France, et singulièrement du point de vue de l'Union des Jeunesses Communistes dont les *Cahiers marxistes-léninistes*, où paraît ce texte, est précisément l'organe, ce qui inévitablement induit dans le texte d'Althusser lui-même un réseau complexe d'interpellations à plusieurs orientations : vers l'UJCM-I, vers l'UEC « reprise en main » par le PCF depuis 1965 et dont l'UJC s'est créée par scission, mais aussi vers le PCF lui-même, comme en témoigne l'effet d'adresse sur lequel s'ouvre l'article, interpellant les militants communistes sur la scène d'un procès où Althusser lui-même se fait l'avocat de la défense :

« Quel que soit le parti qu'il ait pris, il n'est pas admissible qu'un communiste "traite" automatiquement, sans autre forme de procès, la R.C. chinoise, comme un fait parmi d'autres, *commun un argument parmi d'autres*. [...] Dans un tel cas, il est exclu de trancher sans un examen préalable sérieux. Un communiste ne peut, à distance comme nous le sommes, se prononcer sur la R.C., donc la *juger*, sans avoir analysé, au moins dans le principe, sur les documents originaux dont il dispose, et à la lumière des principes marxistes, les titres *politiques et théoriques* de la R.C.

Cela veut dire :

1°) il faut d'abord analyser la R.C. comme un fait politique, ce qui suppose de considérer à la fois

- la conjoncture politique où elle intervient,
- les objectifs politiques qu'elle se fixe,

– les moyens et méthodes qu’elles se donne et applique.

2°) il faut ensuite examiner ce fait politique à la lumière des principes théoriques du marxisme (matérialisme historique, matérialisme dialectique), en se posant la question de savoir si ce fait politique est, ou non, conforme à ses principes théoriques.

Sans cette double analyse, politique et théorique, – dont on ne donnera ici qu’un bref schéma – il n’est pas *possible* à un communiste français de *juger* la R.C. ».<sup>7</sup>

Or la détermination de la conjoncture à laquelle procède d’abord Althusser, ce à quoi il prête un soin et une importance insistante (« Pour comprendre le problème *fondamental*, crucial, qui constitue le fond de la conjoncture politique de la R.C., il faut donc aller le chercher là où il se pose. *Il ne faut pas se tromper de conjoncture* »<sup>8</sup>), prend au premier abord l’allure d’un paradoxe. La révolution culturelle chinoise a une signification fondamentale pour « *la conjoncture intérieure des pays socialistes* », la conjoncture de la R.C. apparaît « comme un cas particulier de la conjoncture des pays socialistes en général », précisément par ce que la signification de la R.C. est intérieure au processus révolutionnaire chinois. Autrement dit, le noyau ou la signification politique essentielle de la Révolution Culturelle revêt une portée absolument générale pour l’ensemble des pays socialistes, mais précisément parce que ce noyau ou cette signification politique n’est intelligible qu’à l’intérieur du processus révolutionnaire en Chine dans sa singularité. Avant d’élucider le sens de cette thèse, remarquons le découpage de la conjoncture qu’elle impose, et qui procède par une double réduction, ou une double restriction. 1) Premièrement, la R.C. ne s’explique pas « *essentiellement* [L.A. souligne], comme le croient certains commentateurs, par la conjoncture "mondiale", c’est-à-dire du grave conflit provoqué par l’agression américaine contre le Mouvement de Libération du Vietnam du Sud, contre l’Etat socialiste de la R.V.D.N., et par les menaces contre la Chine »<sup>9</sup>. Bref, la R.C. n’est pas une réaction, une riposte, un effet du conflit entre impérialisme et socialisme ; au contraire « la conjoncture qui explique la R.C. est *essentiellement* intérieure au socialisme ». 2) Mais deuxièmement, intérieure au socialisme, elle ne s’explique pas essentiellement par les conflits internes au camp socialiste. Andrea Cavazzini a rappelé la dernière fois les principaux éléments du contexte international dans lequel intervient la phase de la R.C. en Chine, notamment la situation forcément complexe, au sein du mouvement communiste international, vis-à-vis de l’URSS stalinienne, et spécifiquement les termes et les enjeux de la scission sino-soviétique dans la période post-stalinienne, comme « l’un des ressorts de la séquence qui mène à la Révolution Culturelle »<sup>10</sup>. Curieusement Althusser met quant à lui immédiatement entre

---

<sup>7</sup> Althusser, « Sur la révolution culturelle », art. cit., p. 5-6. On confrontera cette clause préalable avec les propos de Garaudy rappelés par Andrea Cavazzini dans son intervention lors de la séance du 10 octobre.

<sup>8</sup> « Sur la révolution culturelle », art. cit., p. 7.

<sup>9</sup> Althusser, « Sur la révolution culturelle », art. cit., p. 6.

<sup>10</sup> Rappelons ce passage de Jean Daumier cité lors de la séance du 10 octobre : « La politique de Khrouchtchev est tenue par les communistes chinois comme un abandon de l’entreprise révolutionnaire, caractérisée par le rejet explicite de la notion de dictature du prolétariat et d’autres thèses importantes du marxisme. Aux yeux des maoïstes, elle a abouti au démantèlement de l’économie collectiviste, de même qu’à la trahison de l’internationalisme prolétarien par la proclamation de la coexistence pacifique et même de la concertation avec les Etats-Unis, que la presse pékinoise appelle une nouvelle Sainte-Alliance visant à maintenir le statu quo mondial et à dissuader les révolutions. Mais le khrouchtchevisme, c’est aussi, et peut-être surtout, aux yeux des communistes chinois, la rupture du lien étroit et délicat qui doit unir le Parti communiste aux masses populaires, et la croissance sans frein du pouvoir d’une caste de privilégiés parmi les fonctionnaires et les dignitaires du régime soviétique ; la politique extérieure modérée et conciliatrice des dirigeants soviétiques n’étant plus que le prolongement de la tendance à l’embourgeoisement et à la corruption qui s’étalent

parenthèse le rapport conflictuel entre le PCC et le PCUS comme non pertinent pour cerner le noyau ou la signification politique essentielle de la conjoncture de la R.C. : « Ce "conflit" est, à l'égard de la R.C., relativement latéral. La R.C. n'est pas avant tout une "réponse" au "conflit", un argument du P.C.C. contre le P.C.U.S. La R.C. répond à une *autre question* fondamentale, dont le conflit n'est qu'un aspect ou un effet »<sup>11</sup>.

La portée de cette double mise entre parenthèse s'éclaire aussitôt lorsque Althusser cerne la conjoncture spécifique de la Révolution Culturelle et explique en quoi elle comporte, par contrecoup pour ainsi dire, une signification politique majeure pour tous les pays socialistes. Car cette conjoncture n'est autre que ce que les révolutionnaires chinois appellent les « deux voies » qui sont deux tendances antagonistes internes au socialisme et qui forment le contenu politique même du socialisme. La signification même conférée à la « transition socialiste », à la « construction du socialisme » comme phase transitoire et transitionnelle du processus révolutionnaire, est celle d'une *alternative* irréductible et incontournable entre « deux voies », tout tiers exclu – donc toute stabilité du socialisme comme d'un état d'aboutissement du processus révolutionnaire exclue :

« Cette alternative peut, en certaines circonstances, devenir particulièrement critique, même aujourd'hui. Devant les pays socialistes, et en considérations des résultats obtenus dans leur révolution, s'ouvrent bien *deux voies* :

– la voie révolutionnaire, qui mène *au-delà* des résultats obtenus, vers la consolidation et le développement du socialisme, puis vers le passage au communisme ;

– la voie de la régression, qui ramène *en deçà* des résultats obtenus, vers la neutralisation puis l'utilisation politiques, puis la domination et la "digestion" économiques d'un pays socialiste par l'impérialisme : la voie de la "régression vers le capitalisme".

L'alternative des deux voies c'est cela : ou « s'arrêter à mi-chemin, c'est-à-dire en fait régresser ; ou *ne pas* "s'arrêter à mi-chemin", c'est-à-dire aller de l'avant.

Dans les textes officiels chinois, la première voie est qualifiée, par une expression raccourcie, de "voie capitaliste" (c'est ainsi qu'il est question des "dirigeants qui suivent la voie capitaliste"), et la seconde voie est qualifiée, par une expression raccourcie, de "voie révolutionnaire".

Tel est le problème politique dominant, posé par la conjoncture politique de la R.C. »<sup>12</sup>

On comprend alors la mise entre parenthèse, tant de la conjoncture mondiale (le conflit capitalisme/socialisme), que de la conjoncture du mouvement communiste international (le conflit sino-soviétique). Il s'agit précisément de souligner que ce risque de régression, donc que cette inéluctabilité d'une décision entre deux voies (ou bien passer du socialisme au communisme, ou bien régresser du socialisme au communisme) *ne sont pas imposés par l'extérieur*, ou comme « importés » de l'extérieur, mais sont l'expression immanente de la poursuite de la lutte des classes au sein même du processus de « construction du socialisme ». En d'autres termes : la poursuite de la lutte des classes au sein même du processus révolutionnaire, après même la conquête du pouvoir d'Etat, et après même la « socialisation » des moyens de production, n'est pas la répercussion, l'effet d'un conflit extérieur dans le contexte intérieur chinois, mais bien une dynamique interne à son processus révolutionnaire. Cela lui confère alors ipso facto une *nécessité* fondée dans ce processus même en tant que tel, là où au contraire une importance mise sur la surdétermination de la conjoncture mondiale viendrait lui donner une signification contingente et, partant, en limiterait la portée sur le plan des principes théoriques de l'analyse et de la pratique politiques communistes. Et cette nécessité détermine à son tour la modalité *impérative* de la conjoncture, ce qu'Althusser énonce ici dans des termes qui anticipent ceux qu'il reprendra dans *Machiavel et nous* :

---

désormais dans leur politique intérieure » (J. Daumier, *La Révolution Culturelle*, Paris, Maspero, 1970, p. 41).

<sup>11</sup> L. Althusser, « Sur la révolution culturelle », art. cit., p. 6.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 8.

« Penser *sous* la catégorie de conjoncture, ce n'est pas penser *sur* la conjoncture, comme on réfléchirait sur un ensemble de données concrètes. Penser sous la conjoncture, c'est littéralement se soumettre au problème que produit et impose son cas »<sup>13</sup> – pour Machiavel, « le problème politique de l'unité nationale, la constitution de l'Italie en État national », pour la Chine de 1966, « la croisée des chemins », « l'alternative des deux voies ».

Le contenu substantiel de ce problème des deux voies est le suivant : le « socialisme » n'est pas un état stable ou stabilisé de ce processus, encore moins son état terminal, mais au contraire une phase éminemment contradictoire qui ne peut être « dépassée » que dans la conduite du processus révolutionnaire « jusqu'au bout » (jusqu'au communisme) *ou* dans la « régression » du processus révolutionnaire jusqu'au bout, c'est-à-dire la victoire de la contre-révolution de l'intérieur même de la phase transitionnelle de « construction du socialiste » qui sera alors, suivant une formule qu'utilisera Althusser dix ans plus tard dans son analyse du *XXII<sup>e</sup> Congrès* du PCF, « battue dans sa victoire ». Précisément, dans ce texte de 1976, il explicitera cette thèse qui, hors référence explicite cela va sans dire, fait cependant directement écho à celle des révolutionnaires chinois :

« Le socialisme n'est pas présenté [par le *XXII<sup>e</sup> Congrès*] comme ce qu'il est : une *période de transition contradictoire* entre le capitalisme et le communisme. Il est présenté comme un *but* à atteindre, et en même temps comme le *terme* d'un processus, disons le mot, pour être clair : *comme un mode de production stable*, et trouvant comme tout mode de production, sa stabilité dans des *rapports de production* propres [...].

Or, cette conception du socialisme est étrangère aux idées de Marx et de Lénine, et, il faut aussi le dire, si on veut bien aussi essayer de les comprendre dans leurs *difficultés*, à l'expérience historique concrète que nous avons des pays socialistes.

Pour Marx et Lénine, *il n'existe pas de mode de production socialiste*, il n'y a *pas de rapports de production socialistes*, de droit socialiste, etc. Le socialisme fait un avec la dictature du prolétariat, c'est-à-dire avec une nouvelle *domination de classe*, où la classe ouvrière assure le rôle dirigeant sur ses alliés dans la plus large démocratie de masse pour venir à bout de la bourgeoisie, chassée du pouvoir d'État, mais encore puissante. Le socialisme est la "période de transition" (la seule dont parlent Marx et Lénine) entre le capitalisme et le communisme, une période *contradictoire* où coexistent de manière conflictuelle des éléments capitalistes (par exemple, le salariat) et des éléments communistes (par exemple, de nouvelles organisations de masse). C'est une période instable par essence, où la lutte de classes subsiste sous des "*formes transformées*", méconnaissables pour notre propre lutte des classes, difficiles à déchiffrer, et qui peuvent, selon le rapport des forces et la "ligne" suivie, ou bien *régresser* vers le capitalisme, ou bien *piétiner* dans des formes figées, ou bien *progresser* vers le communisme. [...]

Cette conception tout à fait originale du socialisme, qu'on trouve chez Marx et Lénine, comporte une conséquence capitale. Contrairement aux modes de production, qui sont définis par leurs propres rapports de production, le socialisme ne peut être défini *par lui-même*, par ses rapports de production propres, puisqu'il n'en a pas en propre, mais *par la contradiction* entre le capitalisme dont il est issu et le communisme dont il est la première phase : donc en fonction de sa position à l'égard du capitalisme, dont il sort peu à peu, et du communisme, qui est son avenir.

[...] Très concrètement, cela veut dire : la stratégie du mouvement ouvrier doit tenir compte de cette dialectique : *elle ne peut être la simple stratégie du socialisme*, elle est nécessairement la stratégie du communisme, sinon tout le processus risque, à un moment ou à l'autre (et il faut le prévoir), piétiner et s'embourber »<sup>14</sup>.

Les termes et les enjeux du retour, dans ce texte, de ce qu'Althusser présentait en 1966 comme *le problème fondamental* de la conjoncture de la RCC, doivent évidemment être

<sup>13</sup> L. Althusser, *Machiavel et nous*, in *Ecrits philosophiques et politiques*, t. II, Paris, Stock/IMEC, rééd. 1997, p. 61.

<sup>14</sup> L. Althusser, *XXII<sup>e</sup> Congrès*, Paris, Maspero, 1977, p. 48-50.

réinscrits dans leur conjoncture propre, celle du XXIIe Congrès du PCF, de la dynamique électoraliste des années 1970 portée par le Programme commun et l'Union de la gauche, et du « lissage » *idéologique* auquel procède le PCF en 1976. De ce lissage, la dimension proprement terminologique ne doit pas être négligée : elle est non seulement importante dans le cadre des alliances électorales de partis, mais elle comporte aussi, fût-ce dans l'implicite ou négativement, des effets idéologiques, et des effets théoriques, toute la brochure d'Althusser étant précisément consacrée à déceler, à travers les mots adoptés, à travers les mots rejetés (*verbalement*), à travers les approximations et les non-dits, les impensés théoriques et politiques qu'ils trahissent, et les ambiguïtés politiques et stratégiques qui en portent les conséquences. Toutes ces ambiguïtés, on s'en souvient, se concentrent pour Althusser dans « l'abandon de la dictature du prolétariat », c'est-à-dire en réalité dans l'indétermination où est laissé cet « abandon » faute de discussion précise sur ce que l'on décrète, comme s'il pouvait s'agir d'une pure décision administrative, devoir abandonner. L'oscillation persiste entre l'abandon d'une expression inconvenante, parasitant le discours unioniste et ses mots d'ordre – « passage démocratique au socialisme » et « union du peuple de France » – et un abandon de la ligne stratégique communiste, et même de son objectif politique n° 1 : le renversement de la domination de classe dans et hors de l'appareil d'Etat, renversement qui seul, d'ailleurs, peut permettre de donner aux termes de « démocratie » et d'« union populaire » leur sens politique effectif (démocratie de masse, et alliance populaire la plus large possible autour de la classe ouvrière contre la bourgeoisie). De là les contradictions latentes du XXIIe Congrès qui en dernière analyse consistent pour le PCF à redéfinir sa stratégie en « abandonnant » ce qui constitue le communisme comme *ligne politique* mais sans pouvoir l'abandonner explicitement, c'est-à-dire sur la base d'une élucidation théorique et politique de la portée de cet abandon. Et pour cause, cette élucidation ferait apparaître que l'on est en train d'abandonner, non une expression, ni même une ligne stratégique parmi d'autres, mais purement et simplement *toute stratégie* alternative aux modes de gouvernementalité des classes actuellement dominantes. C'est exactement cette contradiction que le PCF entérine au XXIIe Congrès, et que pointe Althusser dans le passage que je viens de citer où il explicite ce que signifie la présentation qui a alors été donnée du socialisme. Le PCF s'est donné pour contenu le socialisme, *qui n'a pas de stratégie propre* puisque le socialisme n'est rien d'autre que le terrain où s'affrontent les stratégies capitaliste et communiste pour la dictature de classe. C'est-à-dire que le PCF s'est donné pour ligne stratégique une indécision et une indétermination qui ne font qu'un avec un vide stratégique. En nommant son programme par le mot de socialisme, comme si celui-ci en tant que tel nommait une politique, il s'est donné pour politique l'absence de politique ; ou plus précisément, il s'est donné pour politique l'absence de lutte politique, lutte sans laquelle les politiques dominantes sont toujours-déjà gagnantes *y compris sous le « socialisme »*. Que le socialisme ne nomme pas *en tant que tel* une politique, cela revient à dire qu'il ne peut se donner comme une politique que de deux manières – et nous retrouvons nos « deux voies » des révolutionnaires chinois, qui sont les deux voies pour « imposer » au socialisme son sens stratégique et politique : soit la voie qui impose au socialisme la stratégie communiste, et qui fait alors effectivement du socialisme une phase de transition vers une transformation des rapports de production et des formes d'exercice du pouvoir dans le sens d'un auto-gouvernement politique et économique des masses ; soit la voie qui impose au socialisme la stratégie capitaliste d'intégration des masses dans les rapports économiques et politiques existants, de telle sorte que le socialisme ne peut plus revendiquer d'autre contenu que la *position et la négation simultanées* d'une stratégie communiste, donc sa dénégation. Et c'est exactement ce que fait le PCF lorsqu'il proclame les mots d'ordre « passage démocratique au socialisme » (ou socialisme « dans la liberté ») et « union populaire de la France » *tout en les coupant du concept stratégique et politique de dictature du prolétariat* : il coupe la notion de

démocratie de sa signification politique (démocratie de masse brisant la division gouvernants/gouvernés sur laquelle repose la « démocratie bourgeoise »), il coupe la notion d'« union populaire » de sa signification stratégique (alliance de classes dans le renversement et la transformation de la domination de classe). Il procède ainsi à une idéalisation des notions de « démocratie » et de d'« union populaire » dans le sens le plus conforme au maintien des rapports et des pratiques politiques des classes dominantes. Le PCF devient le plus authentiquement du monde *socialiste*, aussi socialiste qu'il peut l'être au sein d'un pays économiquement et politiquement dominé par les classes capitalistes. À la chinoise : un parti engagé à fond dans la « voie capitaliste ».

## 2. La thèse de la « régression sans répétition » : tout social structuré à dominante et théorie de la « transition »

Revenons à l'analyse de conjoncture de la RCC, où Althusser dispose les éléments suivants :

a) la conjoncture est d'abord le lieu d'un *problème essentiel* (« problème dominant, essentiel, de la conjoncture ») : l'alternative des deux voies, « la croisée des chemins ». C'est le problème dominant, c'est-à-dire celui qui force cette circularité typique de l'analyse de conjoncture entre le découpage et l'individuation d'un champ de forces à cartographier, et une tâche politique à réaliser. Ce découpage et cette tâche se présupposent évidemment l'un l'autre, un autre découpage référant à une autre tâche et à une autre instance de la pratique, une autre tâche renvoyant à une conjoncture autrement individuée, sous la dominance d'un autre problème.

b) Ce problème repose sur une *thèse essentielle* : la possibilité d'une « régression sans répétition », d'une réversion interne au processus révolutionnaire qui le fait « régresser » au capitalisme dans les « formes » mêmes de rapports sociaux, politiques et économiques, socialistes ;

c) La *solution* pratique et politique à ce problème, c'est la RCC elle-même, qu'Althusser analyse comme un ensemble complexe d'« objectifs » et de « moyens et méthodes » pour réaliser ces objectifs, les objectifs étant eux-mêmes sous la dominance d'un « objectif essentiel »<sup>15</sup>, les moyens étant eux-mêmes sous la dominance d'un moyen essentiel (les organisations de masse). Je reviendrai sur la manière dont Althusser articule ces différents éléments, ce qui ne va d'ailleurs pas sans tension, parce qu'ils touchent finalement au point de convergence – qui est aussi un point de butée – de toute son analyse de conjoncture, et qui touche un problème bien précis concernant le *rapport entre idéologie et Etat*, où s'annonce certaines élaborations ultérieures sur les Appareils idéologiques d'Etat.

Je retiendrai pour l'instant l'énoncé général de cet ensemble d'objectifs et de moyens que forme la RCC, car il concentre en un sens la portée même de la thèse de la « régression » du socialisme au capitalisme, et les implications de cette thèse pour les principes théoriques tant du matérialisme historique (comme science des formations sociales) que du marxisme-léninisme (comme politique et comme mode d'analyse politique) :

« Le P.C.C. déclare que pour renforcer et développer le socialisme en Chine, et pour assurer son avenir, et le préserver durablement de tout risque de régression, il faut ajouter à la révolution *politique*, et à la révolution *économique*, une troisième révolution : la *révolution idéologique de masse*.

Cette révolution idéologique de masse, le P.C.C. l'appelle Révolution Culturelle Proletarienne. Son but final consiste à transformer l'idéologie des masses, à remplacer l'idéologie féodale, bourgeoise et petite-bourgeoise qui imprègne encore les masses de la société chinoise, par une nouvelle idéologie de masses, prolétarienne, socialiste, – et à donner ainsi à une infrastructure

<sup>15</sup> « Sur la révolution culturelle », art. cit., p. 9.



économique et à une superstructure politique socialiste, une *superstructure idéologique* correspondante. »<sup>16</sup>

Ce passage, assez ambigu par certaines formulations qu'Althusser rectifiera quelques pages plus loin, est clair au moins sur le point suivant : la thèse de la régression n'est intelligible que si on la reconduit à la topique marxienne et si, de surcroît, on fait travailler cette topique dans la dialectique historique du processus révolutionnaire lui-même. En d'autres termes, cette thèse n'est intelligible que si on remet en jeu ce qui constituait l'objectif même de *Pour Marx* : la réélaboration d'un concept matérialiste de la dialectique, fondé dans les conditions de complexité de la structure sociale en fonction de l'hétérogénéité réelle de ses instances, de l'autonomie relative variable de chacune (donc aussi l'intériorité relative de chacune dans la détermination-constitution des autres), et de l'indice d'efficace qui marque chacune dans son rapport différentiel avec les autres (comme rapport de « dominance » ou de « subordination », qui, rappelons-le, ne se confond pas avec le rapport de « détermination », mais qui marque l'inégalité de la détermination par un coefficient d'efficacité). C'est ce dispositif qui permet à Althusser de s'approprier théoriquement la thèse de la possible « régression » du socialisme au capitalisme, et simultanément de fonder théoriquement le concept même de « révolution idéologique ». Précisons ces deux points :

a) Pour que le concept de régression ait un sens consistant pour l'analyse de la conjoncture, cela suppose, rappelle Althusser, que l'on prenne bien acte du fait que le matérialisme historique n'est ni une « philosophie de l'histoire », au sens d'une conception du monde « d'essence religieuse, qui *garantit* le socialisme en le présentant comme le *but* auquel depuis toujours travaille l'histoire humaine », ni un évolutionnisme, version à peine sécularisée de la précédente qui « garantit » le passage du socialisme au communisme dans une loi de succession des modes de production, et qui ne peut concevoir de « régression » possible que comme l'impossible retour à l'identique d'une forme antérieure, ni un économisme, qui fait de la notion même d'« infrastructure » ou de « détermination en dernière instance » le dernier refuge de la théodicée et de l'évolutionnisme, de la nécessité transcendante d'un cours historique providentiel et de la nécessité non moins transcendante d'un progrès des forces productives « garantissant » l'enchaînement linéaire des modes de production. Je ne reviens pas sur les argumentations que développe Althusser pour faire définitivement pièce à cette triple interprétation et à ses interminables rejetons. J'en retiendrai simplement un élément, qui concerne la conception de la temporalité historique qu'implique un concept matérialiste de « régression », et dont on verra rapidement les répercussions pour le statut de l'idéologie dans le processus révolutionnaire. En un sens, le concept de régression partage avec bien d'autres notions qu'Althusser persiste à juger indispensable à l'analyse économique et politique marxiste, l'ambiguïté d'être difficile à soustraire d'une représentation empirique du temps comme d'un cours linéaire et homogène du temps, d'un présent à la fois mobile et absolu à l'aune duquel on pourrait mesurer des « retards » ou des « anachronismes », des « avances » ou des « survivances », des progressions ou des régressions. Toute l'analyse que conduit Althusser dans « L'objet du "Capital" »<sup>17</sup> sur la question de la temporalité historique, vise, à travers le démontage critique de la conception idéaliste du présent comme « coupe d'essence », et de la conception historiciste de la science historique qui indirectement s'adosse à elle, à refonder théoriquement ces notions dans la conception matérialiste de la structure sociale, donc à faire de ces notions des concepts assurés sur le plan du matérialisme historique et, partant, définis (ce qui veut dire aussi *limités*) en vue de leur usage concret dans l'analyse de conjoncture :

<sup>16</sup> « Sur la révolution culturelle », art. cit., p. 8

<sup>17</sup> L. Althusser, « L'objet du "Capital" », in *Lire le Capital*, 1965, rééd. Paris, PUF, « Quadrige », p. 275-309. et Balibar, p. 546-547 sq et la section « Caractéristique des phases de transition », p. 559-567.

« Pour le définir [le concept de temps historique] avec rigueur, il faut prendre son parti de la condition suivante. Ce concept ne pouvant être fondé que dans la structure complexe à dominante et à articulations différentielles de la totalité sociale que constitue une formation sociale relevant d'un mode de production déterminé, son contenu n'est assignable qu'en fonction de la structure de cette totalité, soit considérée dans son ensemble, soit considérée dans ses différents "niveaux". En particulier, il n'est possible de donner un contenu au concept de temps historique, qu'en définissant le temps historique, comme la forme spécifique de l'existence de la totalité sociale considérée, existence où différents niveaux structurels de temporalité interfèrent, en fonction des rapports propres de correspondance, non-correspondance, articulation, décalage et torsion qu'entretiennent entre eux, en fonction de la structure d'ensemble du tout, les différents "niveaux" du tout. Il faut dire que, de même qu'il n'y a pas de production en général, il n'y a pas d'histoire en général, mais des structures spécifiques de l'historicité, fondées en dernier ressort sur les structures spécifiques des différents modes de production, des structures spécifiques de l'historicité qui, n'étant que l'existence des formations sociales déterminées (relevant de modes de production spécifiques), articulées comme des tous, n'ont de sens qu'en fonction de l'essence de ces totalités, c'est-à-dire de l'essence de leur complexité propre. »<sup>18</sup>

Citons encore un passage où Althusser en tire les conséquences pour la conceptualité mobilisable dans l'analyse de conjoncture, en tant que présent complexe ou unité d'une multiplicité de temporalités historiques :

« C'est dans l'unité spécifique de la structure complexe du tout, que nous devons penser le concept de ces soi-disants retards, avances, survivances, inégalités de développement, qui *co-existent* dans la structure du présent historique réel : le présent de la *conjoncture*. Parler de types d'historicités différentielles n'a donc aucun sens en référence à un temps de base, où pourraient être mesurés ces retards et ces avances.

Cela revient à dire, en revanche, que le sens dernier du langage métaphorique du retard, de l'avance, etc., est à rechercher dans la structure du tout, dans le lieu propre à tel ou tel élément, propre à tel niveau structurel dans la complexité du tout. Parler de temporalité historique différentielle, c'est donc s'obliger absolument à situer *le lieu*, et à penser, dans son articulation propre, la *fonction*, de tel élément ou de tel niveau dans la configuration actuelle du tout ; c'est déterminer le rapport d'articulation de cet élément en fonction des autres éléments, de cette structure en fonction des autres structures, c'est s'obliger à définir ce qui a été appelé sa *surdétermination*, ou sa *sous-détermination*, en fonction de la structure de la détermination du tout, c'est s'obliger à définir ce qu'en un autre langage nous pourrions nommer *l'indice de détermination*, *l'indice d'efficace* dont l'élément ou la structure en question sont actuellement affectés dans la structure d'ensemble du tout. Par *indice d'efficace*, nous pouvons entendre le caractère de détermination plus ou moins dominante ou subordonnée, donc toujours plus ou moins "paradoxe", d'un élément ou d'une structure donnée dans le mécanisme actuel du tout. Et cela n'est rien d'autre que la théorie de la conjoncture indispensable à la théorie de l'histoire. »<sup>19</sup>

Il n'est pas exagéré de dire qu'est fixé ici le cadre de base dans lequel s'inscrira toute entière l'analyse de la RCC produite l'année suivante<sup>20</sup>. Mais celle-ci permettra de faire un

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 295-296.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 293.

<sup>20</sup> NOTE SUR BALIBAR. C'est dans l'article signé par Balibar dans *Lire le Capital*, que l'on trouve la tentative de tirer les conséquences de ce concept de temporalité historique comme multiplicité différentielle, non seulement du point de vue de la théorie de la conjoncture et des instruments de l'analyse conjoncturelle concrète, mais aussi du point de vue spécifique d'une théorie des « phases de transitions ». Au moins deux idées cardinales me semblent ici devoir en être retenues : 1°) d'abord (Balibar y reviendra plus tard, en particulier dans *La Philosophie de Marx*, Paris, La Découverte, 1993, p. 78 sq.), les différentielles de temporalités historiques internes au présent de la conjoncture (différence de « rythmes », écrit-il) excluent non seulement que l'on puisse concevoir les rapports entre niveaux ou instances sur le modèle du « reflet » ou de « l'expression » passive, mais aussi que

pas supplémentaire. Dans *Lire le Capital*, on voit Althusser s'atteler à refonder les concepts cruciaux pour l'analyse économique et politique marxiste d'« inégalité de développement », de « retard », de « survivance », dans la complexité structurale du tout social fondant elle-même une multiplicité de temporalités différentielles éliminant toute possibilité d'assigner un temps de base ou une temporalité historique de référence (par exemple le « développement des forces productives ») à l'aune de laquelle pourraient être mesurés les « retards », « avances », « survivances », « anachronismes » etc. Or à cet égard, le concept de « régression sans répétition » ne vient pas simplement se juxtaposer à cette liste déjà longue de termes (de « quasi-concepts » dirait peut-être Althusser) connotant l'hétérogénéité à soi du présent ; il ne vient pas ajouter simplement une nouvelle modalité de la complexité interne « présent de la conjoncture ». Il en signifie plutôt le problème *politique* commun, le problème politique auquel fait *allusion* chacun de ses quasi-concepts, dont on voit bien la peine qu'Althusser a à les extirper de toute référence à une représentation empirique d'un cours du temps hypostasié en temporalité de « référence » ou principe invariant de mesure des retards, avances etc. (ce qu'il reproche justement à Braudel de maintenir). Car le retard ou la survivance, par exemple, de certains rapports sociaux idéologiques relativement aux transformations des rapports sociaux de production, ce ne sont pas du tout de simples retards (comme s'il s'agissait de rattraper un train déjà parti), ce ne sont pas de simples survivances (comme s'il s'agissait d'éliminer quelques scories résiduelles subsistant par leur simple inertie) : ce sont des prises stratégiques, des points d'accroche pour des forces, pour des reconstitutions de puissances antagoniques capables de renverser le rapport de force, ou comme le dit encore Althusser – dans une métaphore qui fait d'ailleurs écho à celle qu'utilisait Marx à propos d'une autre phase de transition, lorsqu'il disait que le capital marchand se développait d'abord dans les « pores » de la société féodale –, ce sont des « vides » ou des « trous »<sup>21</sup> dans lesquels et à partir desquels peuvent venir se reconstituer et se renforcer des contre-tendances, des vecteurs de contre-révolution. Et c'est là, pour le dire en passant, que la conjoncture internationale dont on avait vu tout à l'heure la mise entre parenthèse, vient produire ses effets<sup>22</sup>. Ces vides, ces

---

l'on puisse concevoir l'intervention de pratiques déterminées à un niveau de structure dans un autre niveau de structure (par exemple de l'intervention de pratiques politiques dans des rapports économiques, l'intervention de la lutte idéologique dans les rapports politiques etc.) comme l'insertion d'une action transformatrice dans un élément qui serait statique ou immobile. Tout au contraire, le temps de la conjoncture est celui d'une pratique transformatrice intervenant dans des rapports pratiques déjà en transformation, d'un rythme dans un autre rythme (moment critique), moment de « changement dans le changement, ou la *différenciation du changement*, qui fait que le sens de l'histoire n'est fixé qu'au présent » (*La Crainte des masses*, Paris, Galilée, p. 30) ; 2°) Ensuite (et cette idée énoncée dès *Lire le Capital* me semble à la fois préciser et renforcer la précédente), l'idée que cette différenciation du changement est dans un rapport chaque fois déterminé avec des *limites* (limites de variation de certains rapports, limites de rythmes, ou en termes spinozistes, de rapports de vitesse et de lenteur) dans lesquelles cette « différenciation interne du changement » s'opère, ou au contraire limites que cette différenciation interne du changement porte à leur seuil critique, met en cause ou déplace (*phases de transition*). 3°) On observera à la lumière de ces remarques générales, la manière dont Althusser pointe, comme en passant, la hiérarchisation des objectifs de la RCC, plus ou moins urgents, actuels ou à long terme. Il est clair en particulier que la conjonction d'une temporalité extrêmement rapide, marquée du sceau de l'urgence, de l'effet escompté de la RCC dans le Parti chinois, entre en tension avec la temporalité au contraire extrêmement longue, distendue, d'une révolutionnarisation de ces structures anthropologiques évoquées lors de la séance précédente, et que les révolutionnaires chinois appellent « l'homme dans ce qu'il a de plus profond ».

<sup>21</sup> « Sur la révolution culturelle », art. cit., p. 7.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 7 (« Dans les phases de transition révolutionnaires qui font passer une formation sociale du capitalisme au socialisme puis au communisme, n'existe-il pas, à chacune de ces phases, un risque objectif de "régression" ? [...] De surcroît, ce risque n'est-il pas multiplié du fait de l'existence de

trous, ça peut être certains types de rapports sociaux au sein d'une structure déterminée du tout social, par exemple certains rapports de production (« Dans les pays socialistes, et selon les étapes de leur histoire, subsistent certains rapports économiques (au moins la petite production marchande, qui préoccupait tant Lénine) qui constituent une base économique pour la distinction des classes et la lutte des classes »<sup>23</sup>). Mais cela peut être l'ensemble d'une structure en tant que telle, par exemple l'instance idéologique. Et c'est précisément ce à quoi conduit *politiquement* l'économisme, lorsqu'il interprète la non-coïncidence entre la superstructure et l'infrastructure comme un « retard », une simple « survivance » qu'un peu de temps empirique viendra annuler : ce temps vide pour l'économisme, ce temps comptant pour rien puisqu'il est ici théoriquement indéterminé et politiquement désinvesti, et sur lequel l'économisme doit pourtant bien compter pour que les rapports sociaux idéologiques se mettent spontanément en accord avec les rapports de production, c'est précisément le temps plein où se développent les forces contre-révolutionnaires. Notons enfin qu'en tout ceci, le plus important ne réside pas tant dans ces désinvestissements politiques en tant que tels, que dans leur rapport avec les hiérarchisations, les rapports de dominance et de subordination, entre les différents fronts ou lieux de lutte, entre les différentes instances, et au sein de chacune. C'est là la portée *politique* de la réélaboration conceptuelle de la métaphore de la topique – dont l'analyse althussérienne de la RCC va tirer toutes les conséquences, on y vient – qui produit le concept d'une *détermination en situation* des investissements politiques et de leur urgence inégale en fonction des déplacements de la dominance parmi les différents « lieux » de la lutte de classe. De ce point de vue, l'économisme peut, du point de vue politique, avoir une pertinence, pour autant qu'il peut animer une lutte économique *lorsque la lutte économique est conjoncturellement déterminée à être dominante*. Ce qui ne lui confère aucun mérite, mais lui ajoute plutôt un tort supplémentaire : non seulement nourrir une dévalorisation des luttes politiques et des luttes idéologiques au nom d'une conception expressive ou mécanique des effets de l'infrastructure sur les superstructures, mais en outre ne pas comprendre les conditions, et donc les limites, de son éventuelle justesse politique. C'est ce que résume l'une des leçons théorico-politiques que tire Althusser de son analyse de la RCC lorsqu'il en dégage la portée pour le concept de lutte de classe, et donc pour le concept de classe : si une classe sociale ne se détermine que par les luttes de classe dans lesquelles elle est prise, et si ces luttes à leur tour sont toujours des ensembles complexes, à la fois différenciés et marquant d'inégalité les « lieux » qu'ils différencient, cela implique que l'unité de classe est elle-même mobile, variable, déterminées par les coupures de classe hétérogènes dont certaines, mineures, peuvent subitement devenir dominantes :

« Une classe sociale n'est pas définie, en effet, uniquement par la position de ses membres dans les rapports de production, donc par les rapports de production : elle est définie aussi, et en même temps, par leur position dans les rapports politiques et les rapports idéologiques, *qui demeure des rapports de classe*, longtemps après la transformation socialiste des rapports de production.

Sans doute, c'est l'économique (les rapports de production) qui définit *en dernière instance* une classe sociale, mais la lutte des classes constitue un système, elle s'exerce à différents niveaux (économie, politique, idéologique), et la transformation d'un niveau ne fait pas disparaître les formes de la lutte des classes des autres niveaux. C'est ainsi que la lutte des classes peut se poursuivre avec virulence au niveau politique, et surtout au niveau idéologique,

---

l'impérialisme, de ses moyens (économiques, politiques, militaires, idéologiques), de l'appui qu'il peut prendre sur certains éléments d'un pays socialiste, en occupant certains de ses vides (cf. l'idéologie), en utilisant ses *mécanismes*, pour neutraliser et utiliser politiquement, puis dominer économiquement ce pays ? »), et p. 13.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 12.

longtemps après la suppression, pour l'essentiel, des bases économiques des classes possédantes, dans un pays socialiste.

C'est alors essentiellement en fonction des formes de la lutte de classe politique et surtout idéologique que se définissent les *classes sociales* : selon le parti qu'elles prennent dans les luttes politiques et idéologiques.

Cela ne veut pas dire que la détermination des classes sociales par l'économie soit suspendue. Dans les pays socialistes, et selon les étapes de leur histoire, subsistent certains rapports économiques (au moins la petite production marchande, qui préoccupait tant Lénine) qui constituent une base économique pour la distinction des classes et la lutte des classes. De même, des différences notables de revenus peuvent servir de points d'appui économiques pour les distinctions nécessaires à la survie d'une lutte de classes qui se joue alors, pour l'essentiel, ailleurs que dans l'économique : dans le domaine politique, et surtout dans le domaine idéologique. »<sup>24</sup>

b) On en a suffisamment dit sur la portée opératoire des problématiques mises en place dans *Pour Marx* et *Lire le Capital* pour l'appropriation théorique de la RCC par Althusser, pour examiner maintenant pour lui-même ce qui en forme le point à tous égards central, et qui est certainement aussi l'aspect par lequel la RCC, loin de simplement confirmer des thèses préétablies, oblige à les approfondir, et peut-être même en excède le cadre. Ce point, c'est bien sûr la question de l'idéologie, et la notion même de « révolution idéologique », qui se fonde théoriquement dans cela même qui fait qu'il peut y avoir des régressions. C'est pour la même raison qu'il peut y avoir « régression sans répétition » même sous la dictature du prolétariat et après la socialisation des rapports de production, et que l'idéologique doit être le lieu d'un processus révolutionnaire spécifique. L'élucidation de cette thèse impose un démontage des formulations d'Althusser que je citais tout à l'heure concernant les « trois révolutions ». Il est clair en effet que lorsque Althusser énumère ces trois phases du processus révolutionnaire – révolution politique, révolution économique, révolution idéologique –, il ne s'agit nullement de « périodiser » ce processus en autant de « stades » successifs. Autrement dit il ne s'agit pas simplement de diachroniser la topique marxiste. Précisément, la topique en tant que structure complexe n'est nullement « synchronique », par opposition à une diachronie que définirait l'élément d'extériorité dans lequel cette structure serait plongée. Les analyses de « L'objet du "Capital" » rappelée précédemment conduisaient précisément à réfuter l'opposition diachronie/synchronie, pour autant que cette opposition se contente de juxtaposer une représentation abstraite de la structure comme simple modèle théorique et une représentation empirique de la temporalité. Mais la temporalité historique est un effet immanent aux conditions de complexité de la structure sociale qui la déclinent immédiatement au multiple ; cette temporalité est donc toujours elle-même complexe, structurée (irréductiblement multiple), « produite » par des luttes déployées à différents « niveaux », luttes plus ou moins dominantes ou subordonnées à tel ou tel niveau en fonction de la conjoncture. Si la révolution politique vient « d'abord », c'est donc seulement au sens où la lutte dominante porte sur la conquête du pouvoir d'État et renversement de la dictature de classe. Lorsque cette dominance se déplace vers les luttes économiques et vers la révolutionnarisation de la structure économique, on sait qu'elle ne met nullement fin à la révolution politique, mais au contraire la relance dans de nouvelles conditions où se problématise pratiquement le dépérissement progressif des appareils d'État – ces conditions ne sont autres que celles désignées par la notion de « socialisation des rapports et moyens de production », notion classique mais ambiguë puisque cette socialisation, censée comprendre un transfert de plus en plus de fonction de gestions, d'administration et de direction économique et politique aux agents immédiats de la production, se réalise *dans la forme de la*

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 12.

*dictature de classe, donc sous le pouvoir de l'Etat de classe prolétarienne*, donc dans une tension constitutive, qui déborde toute formulation juridique de ce « transfert », entre socialisation et étatisation des rapports et moyens de production. Qu'enfin dans une conjoncture déterminée du processus révolutionnaire les luttes dominantes deviennent les luttes dans l'idéologie, luttes pour révolutionnariser les rapports sociaux idéologiques (ou suivant la formule canonique de la Préface de 1859 à la *Critique de l'économie politique*, pour transformer ces « formes de la conscience dans lesquelles les hommes mènent la lutte jusqu'au bout » – c'est-à-dire jusqu'au communisme), tout le problème est de comprendre les nouvelles conditions que ces luttes dans l'idéologie déterminent pour le processus de révolutionnarisation tant des rapports de production que des rapports politiques. Mais le premier point à bien retenir pour tâcher de préciser ce problème, c'est cette compréhension dialectique de la temporalité propre du processus révolutionnaire, c'est-à-dire dans la manière dont ces phases, loin de succéder ou de s'enchaîner selon une mécanique linéaire, travaillent les unes dans les autres, intériorisent les rythmes, les contingences et les contradictions des autres dans son propre rythme, ses propres contradictions etc. C'est-à-dire qu'avant même que l'on proclame une révolution idéologique de masse, qu'on en définisse les objectifs immédiats et terminaux, et qu'on en détermine les moyens spécifiques, il est évident que le processus révolutionnaire n'affecte pas l'appareil et le pouvoir d'Etat ni les rapports de production et l'organisation économique sans engager directement les luttes idéologiques. Seulement il y a au moins *deux manières* de problématiser cette dialectique, qui ne sont pas inconciliables entre elles, mais qui ne se superposent pas strictement, et qui entraînent surtout des conséquences sensiblement différentes *pour l'analyse politique*.

Pour différencier ces deux approches, je ferai un petit détour par l'analyse que mènent Charles Bettelheim et Jacques Charrière peu de temps avant celle d'Althusser, qui en a eu sans aucun doute connaissance, puisqu'il s'agit d'une étude rédigée en 1964 après un voyage en Chine et publié dès 1965 chez Maspero, c'est-à-dire quelques mois avant le déclenchement la « Grande Révolution Prolétarienne » – cette antériorité étant significative pour différencier l'élément supplémentaire qu'apportera l'analyse althussérienne de la RCC en 1966. L'orientation générale de Bettelheim et de Charrière est globalement celle-là même qu'adoptera Althusser ; elle convient du reste avec le dispositif théorique de *Pour Marx* et de *Lire le Capital*, puisqu'elle tourne autour d'une critique de l'économisme mécaniste, bien qu'à certains égards elle ne renonce pas me semble-t-il à tout économisme. Pour le dire d'abord schématiquement, avant de revenir au texte en question, disons qu'à la veille de la RCC, Bettelheim développe son argumentation autour des notions de « correspondance » et de « non-correspondance » entre infrastructure et superstructure, tandis qu'au lendemain du déclenchement de la RCC, Althusser développe son argumentation autour des notions de « dominance » et de déplacement de la dominance dans les différents lieux de la lutte de classe, ce qui impose de prendre en compte, non seulement les rapports entre infrastructure et superstructure, mais aussi (et dans certaines conjonctures : et *d'abord*) les rapports au sein de la superstructure entre luttes politiques et luttes idéologiques.

Pour préciser ce point, revenons au texte de Charrière et Bettelheim qui se trouve dans *La Construction du socialisme en Chine*, dont le chapitre V, intitulé « Un style spécifique de construction du socialisme », aborde les raisons et les termes de l'importance accordée en Chine aux dimensions idéologiques de la transformation sociale :

« Pour mieux saisir le rôle qui, en Chine, est reconnu aux efforts destinés à faire surgir de nouveaux comportements et de nouvelles échelles de valeurs, il faut, tout d'abord, mettre en lumière pourquoi la naissance de ces nouveaux comportements et de ces nouvelles échelles de valeurs est conçue comme un objectif "*en soi*". Il est nécessaire, aussi, de rappeler les problèmes posés par les rapports entre les superstructures idéologiques et la base économique. Dans la définition qui est donnée en Chine des objectifs de la construction du socialisme, il est constamment et fortement souligné que ces objectifs ne se limitent pas au développement

accélération des forces productives et à la mise en place de nouveaux rapports de production. Il est toujours rappelé que si de tels développements et de tels changements constituent la base indispensable du socialisme (car faute d'un développement suffisant des forces productives et de rapports de production appropriés il ne peut être question de socialisme), ils ne suffisent cependant pas à assurer qu'au terme de l'effort entrepris, ce sera bien une société socialiste que l'on aura édifiée.

Comme toute formation sociale, en effet, le socialisme est caractérisé, à la fois, par de nouveaux rapports sociaux (et pas seulement par de nouveaux rapports de production), par une nouvelle conscience sociale et par de nouveaux comportements et de nouvelles attitudes. C'est cela, notamment, que l'on a en vue lorsqu'on dit que la société socialiste doit donner naissance à un "homme nouveau". »<sup>25</sup>

Double dimension, donc, de la révolution dans l'idéologie. Une dimension finale (ce que les deux auteurs appellent ici « un objectif "en soi" »), celle d'une nouvelle formation sociale qui implique nécessairement de nouvelles formes d'existence en rupture avec les modes d'existence et de subjectivation capitalistes ; mais aussi une dimension stratégique qui en fait un *moyen nécessaire* interne au processus de transformation de l'infrastructure elle-même. On comprend alors pourquoi Bettelheim développe ici une critique de l'économisme mécaniste : c'est qu'il se place lui-même sur son terrain. C'est sur le terrain de l'économisme qu'il s'agit de rompre avec une conception mécaniste des rapports de causalité entre instances au profit d'une conception dialectique capable de faire comprendre comment les transformations dans l'idéologie peuvent déterminer intérieurement les transformations de la structure économique, les soutenir ou les bloquer « régressivement », les précipiter, parfois aussi les anticiper et les rendre possible<sup>26</sup>, en somme, intervenir en eux sous une modalité qui ne se réduit jamais, ni à celle d'un simple effet suivant passivement sa cause, ni même à celle d'un effet dont l'inertie supposée « freinerait » en retour l'action de sa cause. C'est le sens de la discussion qu'ouvrent ici Bettelheim et Charrière avec Oskar Lange et les « lois fondamentales de la sociologie » que celui-ci énonce dans son *Traité d'Économie politique*. J'en rappellerai brièvement le motif principal, mais avant tout pour pointer ce que le choix de cet interlocuteur a de significatif, à savoir : c'est finalement dans les termes mêmes de Lange, qui sont bien sûr d'abord ceux de nombreux textes de Marx et Engels, que Bettelheim et Charrière entendent substituer à une vision mécaniste des rapports entre infrastructure et superstructure une compréhension dialectique :

« Dans ce texte<sup>27</sup>, l'élimination de la non-correspondance entre les rapports de production d'une part, et le niveau de développement des forces productives et le caractère de ces forces d'autre part, apparaît comme devant résulter de "l'action de la première loi fondamentale de la

<sup>25</sup> Charles Bettelheim, Jacques Charrière, Hélène Marchisio, *La Construction du socialisme en Chine*, Paris, Maspero, 1965, rééd. 1972, p. 169.

<sup>26</sup> Cf. *La Construction du socialisme en Chine*, op. cit., p. 172-173, où les auteurs commentent ce passage de *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'État* : « Engels prolonge son analyse de la révolution qui s'est effectuée entre le cinquième siècle et le neuvième siècle de notre ère, puisqu'il s'agit essentiellement d'une révolution qui s'est effectuée dans les *superstructures idéologiques*, et qui a adapté celles-ci aux exigences des forces productives elles-mêmes. Engels souligne qu'au cours des quatre siècles pendant lesquels s'est effectuée cette révolution, il n'y a eu pratiquement aucun progrès, ni dans les forces productives, ni dans les rapports de production. En dépit des grands bouleversements entraînés par la chute de l'Empire romain et par les invasions des tribus germaniques, on retrouve, sous des noms nouveaux, les anciennes formes de propriétés et les anciens rapports de production : "En apparence, écrit Engels, la masse de la population était donc, après quatre siècles, complètement revenue à son point de départ". Pourtant, ajoute aussitôt Engels, on avait avancé, car si les classes sociales étaient restées presque les mêmes, "les hommes qui formaient ces classes étaient néanmoins devenus autre" ».

<sup>27</sup> Il s'agit du *Traité d'Économie Politique* d'O. Lange, Paris, PUF, 1962, tome I, ch. 2.

sociologie". Celle-ci, dit Oskar Lange, "rétablit la correspondance entre les rapports de production et les nouvelles forces productives".

Dans le même ouvrage, on peut encore lire : c'est "l'action de la seconde loi fondamentale de la sociologie [qui] rétablit la correspondance entre la superstructure et les exigences de la nouvelle base économique...".

Ces formulations suggèrent une action unilatérale des forces productives sur les rapports de production, et de la base économique sur la superstructure. [...] Un corollaire logique de cette conception est l'idée du "caractère conservateur, tant de la base économique que de la superstructure". L'une et l'autre sont essentiellement vues comme opposant une *résistance* au progrès des forces productives et comme n'étant capables que de s'adapter avec retard, sous l'action des deux "lois fondamentales de la sociologie". »

À quoi Bettelheim et Charrière peuvent rétorquer qu'au lieu d'une loi abstraite qui ne fait qu'éviter la temporalité des transformations tant économiques qu'idéologiques de son épaisseur stratégique et pratique, c'est-à-dire finalement qui ne fait qu'idéaliser dans la forme d'une légalité naturelle une passivité pratique, il s'agit au contraire de déterminer la manière dont les transformations dans l'idéologie modifient pratiquement le problème même du rapport entre forces productives et rapports de production. Autrement dit : il suffit de faire interférer ces deux pseudo-« lois sociologiques » entre elles, pour que leur apparence de « lois » s'effondre. Par où les deux auteurs reprennent bien le schéma de la correspondance et ses deux niveaux, mais pour faire jouer l'un dans l'autre : la correspondance ou non-correspondance entre infrastructure et superstructure travaille à l'intérieur même de la correspondance ou non-correspondance interne à l'infrastructure entre forces productives et rapports sociaux de production :

« Lorsqu'on analyse en termes marxistes les transformations de la superstructure qui conditionnent un nouveau progrès des forces productives, on place très souvent au centre d'une telle analyse les transformations politiques et juridiques, la substitution d'un type d'État à un autre, d'une domination de classe à une autre, de rapports de propriété et de production à d'autres. Il s'agit là, en effet, des transformations décisives, celles qui permettent que se substitue une superstructure mieux adaptée au développement des forces productives à une superstructure ancienne, qui entravait ce développement. Cependant, ces transformations ont elles-mêmes été rendues possibles par le fait que les classes anciennement dominées ont rejeté l'idéologie antérieure (qui leur avait fait accepter l'ordre de choses ancien) et ont adhéré, au moins pour l'essentiel, à une idéologie nouvelle, exprimant mieux les exigences des forces productives et des rapports de production qui doivent leur correspondre, c'est-à-dire les exigences de la base économique. Ici, l'idéologie n'est évidemment pas un facteur de "résistance" au changement, mais, au contraire, un des éléments moteurs de celui-ci.

Un tel rôle de l'idéologie ne se limite pas à la phase aiguë d'une transformation sociale. En fait, toute nouvelle formation sociale ne peut se développer que si l'idéologie que son fonctionnement exige est bien, et de plus en plus profondément, l'idéologie dominante. Ainsi, selon la nature et le degré de domination et de pénétration dans les masses d'une idéologie donnée, celle-ci peut freiner le développement des forces productives, ou, au contraire, contribuer à ce développement.

Les remarques précédentes n'ont évidemment pas seulement un intérêt théorique. En effet, si on privilégie de façon unilatérale le rôle de la base économique, on aura tendance à attendre essentiellement du progrès de cette base, et en particulier du progrès des forces productives, l'émergence d'une superstructure idéologique adéquate (en vertu de la "deuxième loi fondamentale de la sociologie").

Par contre, si on reconnaît qu'une action réciproque se développe entre la base et la superstructure, on cherchera, tout en poussant directement au développement des forces productives (par la politique économique) à faire progresser dans les masses l'idéologie qui correspond à la nouvelle base économique, ceci, notamment, par l'éducation. Celle-ci doit s'attacher à faire disparaître les attitudes et les comportements hérités du passé et à leur



substituer des attitudes, des comportements, des systèmes de valeurs nouveaux, correspondant aux exigences mêmes du développement des forces productives. »<sup>28</sup>

Le rôle de la révolution idéologique, non pas « après » la révolution économique, mais bien dans la révolution économique dont elle constitue l'une des dimensions déterminantes, doit s'élucider du point de vue des contradictions internes à la structure économique. L'argumentation de Bettelheim et Charrière tourne ici autour de l'idée suivante : alors que les schémas mécanistes depuis Marx reposaient sur la thèse d'un développement autonome des forces productives contradictoire avec la relative stagnation des rapports de production condamnés tôt ou tard à un anachronisme qui leur serait fatal, l'importance de la révolutionnarisation de l'idéologie est d'autant plus grande en Chine (comme elle aurait dû l'être d'ailleurs en URSS) que les forces productives sont « en retard » sur les nouveaux rapports de production : « Il semble indispensable de reconnaître que ce rôle de l'éducation et de l'idéologie est d'autant plus nécessaire que les rapports de production et de propriété, qui ont été mis en place par un processus révolutionnaire sont plus "en avance" sur le niveau de développement des forces productives à l'intérieur d'un pays donné. L'"avance" du régime politique et social sur le niveau local de développement des forces productives fait naître, en effet, un type particulier de contradiction, une contradiction qui est favorable à un progrès rapide des forces productives, mais à condition d'être médiatisée de façon correcte et d'être consciemment dominée. Cette dernière formulation ne signifie évidemment pas que c'est "à travers" un développement de la "conscience" que se trouverait assuré un développement des forces productives, mais elle signifie que, dans un tel cas, la conscience des relations de production réelles et des contradictions qui peuvent les caractériser, ainsi que la capacité de dominer ces contradictions par un comportement adéquat, sont nécessaires au progrès des forces productives » – dans le sens du socialisme. L'ensemble des points de lutte idéologique qu'examinent ici Bettelheim et Charrière tournent autour de ce « type particulier de contradiction ». Le problème est bien de faire que les transformations de l'idéologie de masse appuient et soutiennent le développement des forces productives – donc une mobilisation maximale des ressources et des potentialités humaines et matérielles –, tout en évitant de faire de ce développement la voie d'une réintroduction des modes capitalistes de division socio-technique du travail (travail manuel/travail intellectuel, direction/exécution...), et donc d'une reproduction sous de nouvelles formes des divisions de classes à l'intérieur même des rapports de production « socialisés ». Il s'agit bien de stimuler la productivité, mais tout en transformant le système de rapports sociaux, de valeurs et de comportements, dans lesquels cette productivité doit progresser : 1°) stimuler le travail manuel, mais inciter la participation des cadres au travail manuel, non seulement par souci d'efficacité (« éviter des décisions "bureaucratiques", c'est-à-dire prises loin des contraintes de la réalité »), mais pour « assurer le contact indispensable avec les masses », et « plus profondément [...] éviter que [les cadres] se sentent différents des masses, séparés d'elles, ayant d'autres préoccupations et un autre mode de vie »<sup>29</sup> ; 2°) stimuler le travail manuel, mais développer l'éducation et la formation intellectuelle des travailleurs eux-mêmes, de manière à accroître « le nombre des hommes pouvant assumer à la fois un travail intellectuel et un travail manuel, un travail de direction et un travail d'exécution », et à favoriser l'esprit d'initiative et d'expérimentation des collectifs dans le procès de travail<sup>30</sup> ; 3°) stimuler l'activité productrice, mais en limitant les

<sup>28</sup> Cf. *La Construction du socialisme en Chine*, op. cit., p. 175-176.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 179.

<sup>30</sup> « Ce mot d'ordre ["compter sur ses propres forces"] est né d'une double contingence. Une contingence de politique générale : surmonter les difficultés résultant de la suppression de l'aide soviétique ; une contingence d'économie : assurer au mieux la mobilisation de toutes les potentialités humaines et matérielles. Dans cette mesure il se révèle un mot d'ordre fondamentalement juste qui a, sans aucun doute, une valeur générale pour tous les pays non encore industrialisés. Il a été, en Chine,

« stimulants matériels et individuels » et en privilégiant les « stimulants non économiques et collectifs », les gratifications symboliques et les hommages référant la reconnaissance publique à des valeurs de « courage, d'abnégation, de dévouement, de désintéressement, d'initiative créatrice, surtout lorsque ces actes sont ceux d'un collectifs », et non pas sur le modèle stakhanoviste réduit à ses aspects de performance à la fois purement quantitative, éminemment individuelle, et gratifié financièrement<sup>31</sup> : « Cela se relie, très directement, à l'effort déployer pour s'assurer que le développement de la société socialiste en construction mette en jeu des motivations spécifiques, des motivations qui correspondent à la nature du socialisme »<sup>32</sup> ; 4°) Enfin, développer la productivité et le « pouvoir de consommation de la société » tout en évitant « que le développement rapide et indispensable des forces productives se convertisse, à la longue, en une fin en soi », en évitant donc les valeurs et les comportements consuméristes etc.<sup>33</sup>

Si l'on revient à présent à l'analyse d'Althusser, on peut y voir aisément en quoi elle s'accorde avec celle de Bettelheim et Charrière, et aussi le point sur lequel la RCC oblige à déplacer la problématique de la lutte idéologique en un lieu nouveau et, en l'occurrence, décisif.

D'abord, Althusser partage sans conteste avec Bettelheim la thèse suivant laquelle, les transformations dans les superstructures idéologiques ne découlant pas mécaniquement des transformations dans l'infrastructure économique, il faut une *révolution spécifique* dans les superstructures idéologiques, révolution qui possède sa propre temporalité, ses propres difficultés, ses conflits relativement autonomes par rapports aux conflits traversant les autres « étages » de l'édifice social (bien qu'ils y produisent évidemment leurs effets<sup>34</sup>), et que faute de cette révolution idéologique, la révolutionnarisation des rapports de production est non seulement inaboutie, mais intrinsèquement compromise, exposée, suivant l'expression de Bettelheim et Charrière, à des « transformations régressives »<sup>35</sup>. Aussi Althusser reprend-il à

---

la source de nombreux succès ; à l'intérieur même des usines (où il a signifié la renonciation maximum à l'aide financière de l'Etat pour réaliser des progrès techniques) il a eu une portée extraordinaire pour stimuler l'esprit d'invention des travailleurs ; nombre d'usines chinoises, et aussi de communes populaires, en portent le témoignage. [...] Dans les campagnes, par exemple, le mot d'ordre concernant l'importance de l'expérimentation, et notamment l'importance de l'expérimentation en agriculture (mot d'ordre sur lequel la direction politique chinoise revient fréquemment), se traduit par l'existence dans un grand nombre de communes populaires de champs expérimentaux sur lesquels diverses techniques culturales, ou même diverses cultures nouvelles sont essayées avec un soin et une persévérance remarquables... » (*Ibid.*, p. 194).

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 183-184 (« Du point de vue de la répartition des revenus, le stakhanovisme, et plus généralement le système des "salaires progressifs" (c'est-à-dire plus que proportionnels à l'accroissement du rendement), aboutissaient à des inégalités plus grandes que celles découlant du principe "A chacun selon travail". De même, les inégalités de rémunération dont bénéficiaient en U.R.S.S. certains cadres ou certains travailleurs intellectuels reposaient, au moins implicitement (car l'expression n'était guère employée à l'époque), sur l'idée que des "stimulants matériels" étaient indispensables pour assurer l'accroissement souhaité du nombre de cadres techniques et du nombre de chercheurs scientifiques, intellectuels, etc. les dirigeants chinois contestent la validité de cet argument. Ils font davantage confiance aux hommes, à leur aspiration à être utiles et aux stimulants non économiques »).

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 181-182.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 187-189.

<sup>34</sup> Sur ces points fondamentaux concernant les rapports entre révolution politique, révolution économique et révolution idéologique, voir également les manuscrits *Sur la reproduction*, Paris, PUF, p. 94 n. 48, et p. 248-249.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 171.

son tour les formules canoniques sur la « correspondance » de la superstructure de l'infrastructure :

« Il est en effet impensable qu'un pays socialiste puisse rester durablement socialiste s'il repose en fait sur cette contradiction : être doté d'une infrastructure socialiste, et d'une superstructure idéologique bourgeoise. La R.C. tire les conclusions de cette contradiction : il faut faire la révolution dans l'idéologique pour donner à un pays socialiste doté d'une infrastructure socialiste, une superstructure idéologique socialiste. Cette thèse n'est pas nouvelle. On la trouve constamment rappelée dans Marx et dans Lénine. Marx disait qu'à chaque infrastructure doit "correspondre" une superstructure propre, et que dans la révolution socialiste non seulement l'économique et le politique, mais l'idéologique doivent changer de base et de forme. Lénine parlait ouvertement de la nécessité vitale de la révolution culturelle... »<sup>36</sup>.

On ne peut négliger complètement l'effet d'autorisation et de légitimation théorique de la RCC, qu'Althusser pouvait escompter de ces gages de conformité à des énoncés canonisés de Marx ou de Lénine. Ce qui est plus important sans doute, c'est que l'importance accordée à la lutte idéologique dans son rapport aux transformations dans l'infrastructure elle-même, telle que l'ont analysée Bettelheim et Charrière, vient renforcer et préciser le travail entamé par Althusser quelques années auparavant sur le concept même d'idéologie – ou plus précisément ce qu'il appelle « l'idéologique » –, dans le sens d'une rupture avec une représentation idéologique de l'idéologie, c'est-à-dire avec une conception idéaliste définissant l'idéologie par... des idéalités. À cette conception, on se souvient que *Pour Marx* substituait une définition de l'idéologique par l'ensemble des rapports réglant les « rapports vécus » des individus à leurs conditions d'existence, donc l'ensemble des structures symboliques, imaginaires, sémiologiques et affectives non moins qu'intellectives ou représentationnelles, par lesquels les individus sont déterminés à *se* positionner subjectivement et pratiquement dans quelque chose comme un « monde ». L'analyse de la RCC reprend les choses à ce point, en en infléchissant les formulations :

a/ D'abord, dès lors que l'on prend en compte, comme le font Bettelheim et Charrière, le rôle fondamental que l'idéologie peut être déterminée à prendre dans la mutation des rapports de production, des forces productives, et des rapports entre RP et FP, il est clair que l'idéologique entre dans la détermination même de ces différents éléments et rapports. D'où la reprise par Althusser de la métaphore gramscienne de l'idéologique, non comme « reflet » ou « expression » superficielle de la dure matérialité des rapports sociaux, mais comme « ciment », élément qui « distingue et cimente » les rapports sociaux économiques, politiques et idéologiques, c'est-à-dire qui confère à ces multiplicités de rapports transindividuels la cohérence sans reste d'un continuum de sens (l'idéologique a horreur du vide), l'occultation de tout non-sens par un jeu permanent de saturation des positions différentielles de la structure, en d'autres termes, ce qui constitue cette continuité de signification (« évidence ») dont se supportent les sujets qui y prennent place, qui y circulent, qui doivent y assumer des rôles et des fonctions les plus hétérogènes et contradictoires. C'est pourquoi « l'idéologie se glisse, en effet, partout dans les pièces de l'édifice : dans le rapport des individus à toutes les pratiques, à tous leurs objets, dans leurs rapports à la science, à la technique, aux arts, dans leurs rapports à la pratique économique et à la pratique politique, dans les rapports "individuels" etc. »<sup>37</sup>.

b/ Deuxièmement, Althusser rappelle ici que, « bien que l'idéologique règle les rapports "vécus" des *individus* à leurs conditions d'existence, à leurs pratiques, à leurs objets, à leurs classes, à leurs luttes, à leur histoire et à leur monde, etc., l'idéologique n'est pas de nature individuelle ou subjective » mais, « comme tous les "niveaux" de la société,

<sup>36</sup> « Sur la révolution culturelle », art. cit., p. 13.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 14.

l'idéologique est fait de *rappports sociaux objectifs* » (p. 14). L'idéologique ne s'oppose pas aux rapports sociaux comme le subjectif à l'objectif ; il entre dans la structuration de l'objectivité comme telle, et c'est en ce sens que ses rapports sociaux spécifiques informent aussi bien les forces productives que les rapports de production eux-mêmes qui sont de ce point de vue des rapports toujours économico-idéologiques. Un rapport direction-exécution est objectivement inséparable d'un rapport d'obéissance et de confiance dans le fait d'être obéi ; la « consommation de la force de travail » est indissociable de dispositions d'habitudes et de docilité où se noue l'adhésion-adhérence du « porteur » de force de travail au procès dans lequel il est pris et œuvré non moins qu'œuvrant, etc.

c/ Enfin, analysant la nature même de ces « rapports sociaux idéologiques », Althusser procède à une sorte de redoublement de l'opération de Bettelheim. Celui-ci disait que les transformations idéologiques interviennent dans les contradictions entre FP et RP. Althusser ajoute : cette intervention dans ces contradictions entre FP et RP met en jeu une contradiction interne aux rapports sociaux idéologiques entre deux « systèmes » ou deux types de rapports : système d'idées ou systèmes de rapports entre représentations, et systèmes d'attitudes-comportements ou de rapports de corps et de conduites. Ce qui intervient au sein de la transformation des rapports sociaux économiques, ce n'est pas seulement une idéologie plus ou moins « correspondante » ou plus ou moins adéquate, c'est une plus ou moins grande adéquation ou contradiction interne aux rapports idéologiques entre *idéologique théorique* et *idéologique pratique*, entre représentations et corps, entre manières de penser et manières de faire, entre modes d'intellectualisation et modes de comportement. La dialectique de ces deux éléments rejoint certainement pour Althusser ce que Lénine pointait lorsqu'il disait « les idées deviennent des forces lorsqu'elles s'emparent des masses ». Encore faut-il, pour qu'elles « s'emparent des masses », qu'elles s'emparent de leur corps, qu'elles informent les gestes, les postures, qu'elles transforment en somme toute la sémiologie du corps, le corps comme porteur de signe et support des rapports signifiants et symboliques dans la perception collective (il faudrait reprendre ici l'analyse hégélienne de l'habitude dans la section « Anthropologie » de l'*Encyclopédie des sciences philosophiques*, III, Philosophie de l'esprit<sup>38</sup>).

« Idées et mœurs sont en rapport dialectique. Selon la situation de classe et selon la conjoncture, il peut y avoir identité générale ou partielle, ou décalage ou contradiction entre les idées et les mœurs, et selon leurs régions. Dans la lutte idéologique, il est très important de reconnaître les idées et les mœurs qui incarnent le parti de l'idéologie adverse, comme il est très important de savoir faire entre les idées, ou entre les idées et les mœurs, les distinctions requises »,

– et ce compte bien tenu du fait que, lorsque cela prend place dans un processus révolutionnaire, c'est bien aussi en soi-même que ces décalages entre idées, entre mœurs, entre idées et mœurs, doivent être repérés. On voit ainsi se préciser, dans le champ des rapports sociaux idéologiques, la manière dont ceux-ci peuvent laisser ces « vides » qu'on évoquait précédemment, ou creuser au sein même des rapports politiques et économiques ces « trous » à partir desquels peuvent se reconstituer ou se renforcer des vecteurs de régression et de contre-révolution :

« Cette double nature de l'idéologique permet de comprendre que des tensions idéologiques peuvent être inscrites dans certains comportements et dans certaines attitudes *pratiques* aussi bien que dans des *idées*. Elle permet de comprendre que certaines "coutumes" ou "habitudes

---

<sup>38</sup> Julien Pallotta me rappelle la source qu'Althusser nomme lui-même dans une note du manuscrit *Sur la reproduction* : la dialectique des « opinions » et des « mœurs » telle qu'elle a été envisagée par la philosophie des Lumières. Althusser mentionne notamment Rousseau et Montesquieu, et rappelle cette idée fondamentale de ces deux auteurs : les lois sont impuissantes contre les mœurs quand celles-ci ne sont pas en accord avec elles (voir L. Althusser, *Sur la reproduction*, Paris, PUF, p. 188, note 95).

de travail" et de "commandement", certains "style" de direction, peuvent avoir une signification idéologique, et être contraires à l'idéologie révolutionnaire même quand ils sont le fait de dirigeants socialistes. L'idéologie bourgeoise peut ainsi trouver appui dans certaines *pratiques*, c'est-à-dire dans certaines *mœurs*, politiques, technicistes, bureaucratiques de dirigeants socialistes, etc., exactement comme l'idéologie bourgeoise trouve appui dans l'attitude positiviste ou pragmatiste des hommes de science, des techniciens, etc. Ces "habitudes de travail" et de "commandement", si elles se multiplient, ne sont plus des "manies" ou des travers personnels : elles peuvent être ou devenir des signes de distinction sociale, des prises de parti (inconscientes ou non) dans la lutte de classe idéologique. Par exemple, le comportement bureaucratique ou technocratique des dirigeants, qu'ils soient économiques, politiques ou militaires, peuvent constituer autant de points d'appui, dans le domaine idéologique d'un pays socialiste, pour l'offensive de la bourgeoisie. »<sup>39</sup>

### **3. Objectifs et moyens : la dominance de la lutte idéologique et le « parti révolutionnaire » comme forme contradictoire**

Reste – et j'en viens au dernier point que j'annonçais – que tout cela pourrait encore fort bien se comprendre sans que l'on admette pour autant une chose, qu'Althusser entend au contraire mettre en avant ici : à savoir, que dans l'articulation des trois processus révolutionnaires, il ne s'agit pas seulement d'analyser précisément comme ils travaillent les uns dans les autres, mais aussi de comprendre pourquoi, ou dans quelle situation, le processus révolutionnaire dans l'idéologie peut être déterminé à devenir le lieu d'une lutte *dominante*. Autrement dit, en fonction de quelle conjoncture et de quel problème correspondant à cette conjoncture, la lutte de classe idéologique peut devenir le lieu stratégique n°1, la lutte dont dépendent les luttes politiques et économiques elles-mêmes. Et c'est bien cela, en dernière analyse, la leçon centrale de la RCC – ce qui permettra de préciser le déplacement par rapport à l'analyse de Bettelheim-Charrière, et aussi l'effet de véridiction conjoncturel de la RCC dans les principes du marxisme-léninisme. Citons un passage où Althusser souligne explicitement ce point :

« Voilà le point essentiel : la thèse de la "régression" suppose que, dans une certaine conjoncture de l'histoire des pays socialistes, *l'idéologique* puisse être le point stratégique, où tout se décide. C'est alors dans l'idéologique que se situe la croisée des chemins. C'est de l'idéologique que dépend l'avenir. C'est dans la *lutte de classe idéologique* que se joue le sort (progrès ou régression) d'un pays socialiste.

Cette thèse de la possibilité d'un rôle *dominant* de l'idéologique dans une conjoncture politique de l'histoire du mouvement ouvrier ne peut heurter que les "marxistes" économistes, évolutionnistes et mécanistes, c'est-à-dire ceux qui ignorent la dialectique marxiste. Elle ne peut surprendre que ceux qui confondent contradiction principale et contradiction secondaire, aspect principal et aspect secondaire d'une contradiction, changement de place des contradictions et de leurs aspects, etc. bref, *ceux qui confondent la détermination en dernière instance par l'économique avec la domination* de telle ou telle instance (l'économique, le politique, l'idéologique) dans tel ou tel mode de production ou dans telle ou telle conjoncture.

Décider et réaliser la R.C. revient donc à proclamer deux thèses :

- 1. C'est par l'idéologique que peut commencer, dans un pays socialiste, le processus de "régression", c'est par l'idéologique que passent les effets qui toucheront progressivement le domaine politique, puis le domaine économique.
- 2. C'est en faisant la révolution dans l'idéologique, en menant la lutte de classes dans l'idéologique qu'on peut empêcher et renverser ce processus, et entraîner un pays socialiste dans l'autre voie : la "voie révolutionnaire". »<sup>40</sup>

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 14-15.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 12-13.

Il faut poser plusieurs questions : quelle est exactement la conjoncture, donc le problème central qui fixe l'ordre du jour de la conjoncture, où la lutte idéologique devient la lutte dominante du processus révolutionnaire ? Mais aussi : pourquoi Althusser soutient-il que, des échecs de cette lutte dans l'idéologie, les effets se feront ressentir *d'abord* dans « le domaine politique », « puis » dans le domaine économique ? Enfin : en quoi ces questions infléchissent-elles, ou modifient-elles, les termes et les principes d'une politique révolutionnaire marxiste et léniniste ?

Or, c'est là que la singularité de la RCC doit être considérée pour elle-même ; pour préciser ces différentes questions, il ne suffit pas d'attester les « conformités » de la RCC avec des principes théoriques qui en élucident la signification politique et historique ; il faut pousser l'analyse jusqu'au point où c'est la *réalisation pratique* de la RCC, c'est-à-dire le circuit d'explicitation réciproque entre les objectifs qu'elle se fixe et les moyens qu'elle met en place pour réaliser ces objectifs, qui vient préciser la signification politique et historique des principes théoriques *en les déplaçant* sur un problème qui n'y était pas prévu. C'est ce qu'Althusser écrit lorsque, après avoir rappelé que la question d'une révolution culturelle ou révolution dans l'idéologie avait été vue par Marx et Lénine, mais seulement comme une « thèse théorique », il ajoute :

« Ce qui est nouveau, c'est que cette thèse théorique est aujourd'hui à l'ordre du jour de la pratique politique d'un pays socialiste. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, un pays socialiste se trouve à la fois dans la *nécessité* et la *capacité* de mettre cette thèse en œuvre, et de l'appliquer.

Il ne suffit pas de dire : cette thèse est, dans son fond, classique. La *pratique* de sa mise en œuvre est quelque chose de tout à fait nouveau, qui éclaire en retour cette thèse théorique, et les principes qui la soutiennent. On ne fait pas une révolution idéologique de masse sans apprendre quelque chose de nouveau et sur l'idéologie et sur les masses. On commence à apercevoir ici que la R.C. ne pose pas seulement des problèmes théoriques en fonction des principes théoriques existants : elle force l'attention sur les connaissances théoriques nouvelles que sa pratique produit, et oblige à produire. »<sup>41</sup>

La « pratique de la mise en œuvre » de la R.C.C., c'est ce qu'Althusser analyse justement dans la première partie de l'article lorsque, après avoir posé le « problème » définitoire de la conjoncture R.C.C. (l'alternative des deux « voies »), puis la « thèse essentielle » qui sous-tend ce problème (la possibilité d'une « régression » au capitalisme interne au processus révolutionnaire) – ni ce problème ni cette thèse ne rendant compte de ce qui fait du déplacement des luttes dominantes sur le plan de l'idéologie la tâche et la nécessité pratique à *ordre du jour* –, il examine les « objectifs » et les « moyens » promus par la R.C.C. J'avais laissé ces deux aspects en suspens précédemment pour dégager déjà les implications de la thèse de la régression tant pour le concept de l'objet du matérialisme historique que pour celui de l'analyse politique et la pratique politique marxiste-léniniste (le concept du tout social, de sa structure et de sa temporalité complexe, de la dialectique historique de ses conflits et de ses luttes, etc.). Il faut y revenir pour finir. Althusser en tirera les conséquences, significativement, dans la dernière section de l'article développée sur ses deux dernières pages.

1) Premier point à remarquer : lorsque Althusser expose les « objectifs » de la R.C.C., il ne se contente pas des formules canoniques sur la nécessité de transformer la superstructure idéologique pour la faire « correspondre » aux transformations dans l'infrastructure : de cet objectif « final », Althusser distingue les formes « actuelles » qu'il prend dans la conjoncture immédiate. Or au sein de la conjoncture, le problème n'est pas celui d'une vague « correspondance » entre instances, mais celui du risque de régression, et de la localisation de

---

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 13.

ce risque qui définit une *hiérarchie* des objectifs actuels plus ou moins dominants ou subordonnés :

« Son but final consiste [...] à donner ainsi à une infrastructure économique et à une superstructure politique socialistes, une *superstructure idéologique* correspondante.

Ce but final définit l'objectif lointain de la R.C. La R.C. ne peut être qu'une œuvre de très longue haleine.

Cependant, ce but final s'articule *dès aujourd'hui* sur le problème dominant, essentiel, de la conjoncture : le problème de la croisée des chemins, le problème des deux voies.

Cette articulation ressort très nettement de tous les textes officiels chinois fixant la hiérarchie des *objectifs actuels*. "*Le mouvement en cours* vise principalement *ce qui, dans le Parti, détiennent des postes de direction, et s'engagent dans la voie capitaliste.*" C'est donc dans le Parti lui-même, de qui tout dépend, par le Parti lui-même que doit commencer la R.C., tout en se développant en même temps dans tous les autres domaines. La R.C. pose immédiatement, directement aux dirigeants, la *question essentielle*, la question de la voie qu'ils suivent, la question de la voie qu'ils entendent suivre : "voie capitaliste" ou "voie révolutionnaire".

Cet objectif *essentiel* indique sans équivoque quel est le problème *essentiel* auquel répond la R.C.

Bien entendu, la R.C. a dès maintenant d'autres objectifs. Dans la mesure où l'idéologie est présente dans toutes les pratiques d'une société donnée, la R.C. concerne également les formes de l'idéologie qui interviennent dans la pratique économique, dans la pratique politique, dans la pratique scientifique et technique, dans la pratique esthétique, dans la pratique pédagogique, etc.

Dans tous les domaines, la R.C. se propose des objectifs proches, définis en fonction de ses buts lointains. Ils s'articulent tous en dernière instance sur la solution du problème *essentiel* : le problème des deux voies »<sup>42</sup>

Althusser prend assez de précaution pour qu'on ne se méprenne pas : la révolution culturelle, comme révolution idéologique de masse, concerne l'ensemble des rapports sociaux idéologiques, et concerne donc l'ensemble des pratiques de la formation sociale. Si Althusser reprend ici le 5<sup>ème</sup> point de la Déclaration en 16 Points, ce n'est donc pas pour cantonner la R.C.C. à une lutte de pouvoir interne au parti communiste chinois, mais bien pour marquer le point où s'articule, d'une part, le processus de longue durée de la révolutionnarisation des rapports sociaux idéologiques, d'autre part, l'urgence immédiate du problème actuel, celui du risque de régression au capitalisme ou de la « croisée des chemins ». Et ce point d'articulation, c'est le parti *en tant qu'organisme de direction politique* de la révolution, et en tant que cet organisme, loin d'incarner idéalement la pureté d'une ligne idéologique (à la mode stalinienne : une ligne idéologique d'autant plus pure qu'elle doit s'épurer constamment au nom de « l'aggravation » de la lutte de classe sous la dictature du prolétariat), est traversé et travaillé de l'intérieur par les luttes idéologiques, et donc exposé à devenir en tant que tel, paradoxalement, le lieu déterminant de « régression » et de contre-révolution.

2) Deuxième remarque : on voit le déplacement du centre de gravité de l'analyse, par rapport à la perspective de Bettelheim. Bettelheim analyse la dialectique des révolutions économique et idéologique, et souligne l'importance de la lutte de classe idéologique dans le processus de révolutionnarisation des rapports de production et des forces productives. Althusser analyse la dialectique des révolutions économique, politique et idéologique, et problématise la dominance que peut venir prendre la lutte idéologique en fonction d'un tout autre lieu. Le facteur clef de ce déplacement de la dominance, ce n'est pas une « non-correspondance » des rapports sociaux de production et des forces productives (Althusser souligne plusieurs fois ce point dans son texte – qu'il ait tort ou raison, il faut voir comment cela décentre le point focal de son analyse de la RCC – que la socialisation des rapports de production est globalement accomplie, mais d'une manière inégale qui laisse des « vides »,

---

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 8-9.

« prises » ou « points d'appui », etc.), mais c'est quelque chose qui se passe au niveau du « Parti révolutionnaire », et plus précisément (on en verra la raison dans un instant) au niveau du double rapport du Parti aux masses et à l'Etat. En d'autres termes : la lutte idéologique devient la lutte dominante, la révolutionnarisation des rapports sociaux idéologiques devient le système des luttes auquel se subordonnent la révolution économique et la révolution politique, dès lors que s'accroît une contradiction, non pas entre infrastructure et superstructure, ni même au sein de l'infrastructure entre socialisation des RP et arriération des FP, mais lorsque la contradiction se développe *au sein de la superstructure*, entre la superstructure idéologique et la superstructure politique : et précisément, « entre » les deux, au point où se négocient tant bien que mal les rapports entre les transformations des rapports sociaux idéologiques et des transformations des appareils et des modes d'exercice du pouvoir d'Etat, se trouve cette instance complexe censée articuler l'idéologie prolétarienne comme idéologie de masse, et l'exercice révolutionnaire du pouvoir d'Etat : le Parti – le Parti en tant que (si le mot n'apparaît pas en 1966, la chose est pensée) *appareil idéologique d'Etat politique*.

3) Troisième remarque : elle porte sur le rapport des objectifs de la RCC, et de son objectif actuellement dominant (la lutte contre les dirigeants du parti qui « s'engagent sur la voie capitaliste »), avec les moyens et méthodes de la RCC, en tant que ces moyens et méthodes doivent eux-mêmes articuler le but final d'une transformation de « l'homme dans ce qu'il a de plus profond » et l'urgence de l'objectif actuellement dominant de la révolutionnarisation idéologique interne au Parti. Or le point capital, c'est la contradiction qui s'instaure entre ces deux aspects, et qu'Althusser énonce par la bande. Le premier aspect exclut de faire de la révolution idéologique une affaire du Parti, et ce d'autant plus que justement le parti est lui-même pris dans la contradiction entre « voie capitaliste » et « voie révolutionnaire » – ce qui exclut d'en faire une instance univoque de direction idéologique de masse :

« Quant aux moyens et aux méthodes de la R.C., ils reposent sur le principe que la R.C. doit être une *révolution de masses*, qui transforme l'idéologie des masses, et qui soit faite par les masses elles-mêmes.

Il ne s'agit pas, en effet, de transformer l'idéologie ou de réformer l'entendement de quelques intellectuels ou de quelques dirigeants. Il ne s'agit même pas de transformer l'idéologie du seul Parti communiste, au cas où ce serait nécessaire. Il s'agit de transformer les idées, les façons de penser, les façons d'agir, les mœurs des *masses du pays tout entier*, de plusieurs centaines de millions d'hommes, paysans, ouvriers, et intellectuels.

Or, une telle transformation de l'idéologie des masses ne peut être l'œuvre *que des masses elles-mêmes*, agissant dans et par des *organisations*, qui sont des *organisations de masse*. »<sup>43</sup>

Dès lors, un tel appel aux mouvements de masse et à l'auto-organisation des masses entre évidemment en tension avec la fonction d'avant-garde et de direction politique du parti<sup>44</sup>. Cette tension, on la voit très clairement au niveau des modes d'organisation spécifiques de la RCC dans lesquels Althusser voit le moyen essentiel de sa mise en œuvre :

« les masses ne peuvent agir que dans des *organisations* de masse. Le moyen le plus original, l'innovation propre de la R.C. consiste dans l'apparition d'*organisations propres* à la R.C., organisations distinctes des autres organisations de la lutte des classes (syndicat et parti). Les organisations propres à la R.C. sont des organisations de *la lutte de classe idéologique*.

Ces organisations semblent avoir été, à l'origine, dues à des initiatives de la base (création de cercles, de groupes d'études, de comités populaires). Comme Lénine l'avait fait pour les Soviets, le P.C.C. en a reconnu l'importance, les a soutenues, et en a étendu l'exemple à toute

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>44</sup> Badiou a relevé plus explicitement ce qui est cependant aisément lisible entre les lignes de l'analyse d'Althusser : cf. *L'Hypothèse communiste*, Lignes, p. 95-98, 125-126.



la R.C., appelant alors ouvertement à la constitution d'organisations propres à la R.C., chez les ouvriers, les paysans, les intellectuels et la jeunesse. »<sup>45</sup>

Tout le problème est bien de comprendre la nature de cette « distinction » entre ces organisations de masse de la R.C. et les organisations de la lutte de classes économiques et politiques (syndicats, parti). Et à ce niveau, les formules d'Althusser sont remarquablement contradictoires. D'un côté, il radicalise cette distinction : ces organisations sont – doivent être – clairement indépendantes du parti et des organisations syndicales : « La politique du P.C.C. consiste alors à faire le plus large appel et la plus large confiance aux masses, et à inviter tous les responsables et dirigeants politiques à suivre, sans réticences, mais avec audace, cette "ligne de masse". Il faut donner la parole aux masses, et faire confiance aux initiatives des masses. *Des erreurs*, inévitables dans tout mouvement, se produiront : elles seront corrigées dans le mouvement, les masses s'éduqueront elles-mêmes dans l'action. Mais il ne faut à aucun prix freiner ou restreindre *d'avance* le mouvement, sous prétexte d'erreurs ou d'excès "possibles" : ce serait briser le mouvement »<sup>46</sup>. Mais simultanément, il souligne tout aussi vigoureusement que « le P.C.C. prend grand soin de rattacher ces organisations nouvelles aux anciennes organisations, les objectifs nouveaux aux anciens objectifs. C'est ainsi qu'il est constamment rappelé que la R.C. s'accomplit sous la direction du Parti, et que les objectifs de la R.C. doivent être constamment combinés, dans les usines et les campagnes, avec les objectifs déjà définis pour l'"éducation socialiste", que les organisations d'étudiants ne doivent pas intervenir dans les usines ni les unités paysannes, où les ouvriers et les paysans assureront eux-mêmes la R.C., que la R.C. ne doit pas entraver mais, au contraire, aider la production, etc. » ; et en somme, que « l'appel à la R.C., l'appel aux masses, au développement des organisations de masse de la R.C., ses méthodes, et y compris les conditions de la critique des dirigeants qui "suivent la voie capitaliste", *sont le fait du Parti Communiste*, qui demeure donc l'organisation, maîtresse, centrale, et dirigeante de la Révolution chinoise »<sup>47</sup>.

Or il y a au moins deux manières de comprendre cette contradiction patente, l'une faible ou minimale, l'autre plus consistante théoriquement. La première, et il ne peut être question de l'exclure tout à fait, c'est qu'ici encore Althusser cherche à donner des gages de légitimation de la R.C.C. pour les communistes français – donc aussi à ses propres yeux – : de ce point de vue, il lui est impossible de valoriser ces mouvements de masse et leur autonomie organisationnelle en les déconnectant complètement de la direction du parti<sup>48</sup>. Mais plus profondément, cette contradiction peut être comprise, non seulement comme un louvoiement d'Althusser, mais comme la prise d'acte d'une contradiction objective qui travaille au cœur de la politique révolutionnaire. Et non seulement elle *peut* être comprise ainsi, mais c'est exactement ainsi qu'Althusser l'explique à la toute fin de l'article, qui touche sans doute la leçon fondamentale qu'il tire de son analyse de conjoncture.

Comment cette chose est-elle présentée dans ce dernier passage ? Althusser sait bien que c'est l'un des points les plus difficiles à entendre du moins de vue de l'orthodoxie du PCF : « Les thèses du P.C.C. supposent, en effet, qu'il existe des organisations de masse *propres à la R.C.*, donc que ces organisations soient distinctes du Parti. Ce qui manifestement fait problème, pour beaucoup de communistes, c'est l'existence de ces organisations

<sup>45</sup> « Sur la révolution culturelle », art. cit., p. 10.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>48</sup> Cf. les citations de Garaudy commentée par Andrea Cavazzini lors de la dernière séance, où Garaudy reproche aux communistes chinois leur passivité à l'égard des « aspirations des masses, fût-ce au prix de concessions à la spontanéité, aux impatiences et aux espérances messianiques qui se faisaient jour en elles », et finalement une confiance abusive dans leur mobilisation directe... (R. Garaudy, *Le problème chinois*, Paris, UGE 10/18, 1967, p. 126).

nouvelles, distinctes du Parti »<sup>49</sup>. Le problème est multiple : quel est le principe de distinction de ces organisations ? quelle doit être la forme de ces organisations ? pourquoi ces organisations distinctes, et leur forme, est-elle nécessaire ? A travers la réponse à ces trois problèmes, on voit Althusser cerner progressivement un point aveugle du marxisme-léninisme, qui s'éclairera dans une référence finale à Lénine pour le moins alambiquée.

1) Concernant le principe de distinction, Althusser lui apporte une réponse qui paraît conforme à la manière dont « la question des organisations de la lutte des classes, et de leur distinction » – « vieille questions de l'histoire du mouvement ouvrier », rappelle Althusser – a été réglée, mais réglée en un sens relativement formel : « Elle a été réglée par Marx, Engels et Lénine en ce qui concerne la distinction de l'organisation de la lutte de classe économique (le syndicat) et de l'organisation de la lutte de classe politique et idéologique (le parti). Cette distinction des fonctions allait de pair avec une distinction dans la forme d'organisation. Le syndicat était *une organisation de masse* (sans centralisme démocratique). Le Parti était une organisation *d'avant-garde* (avec centralisme démocratique) »<sup>50</sup>. Dans un sens formel, voire purement fonctionnel, cette distinction organisationnelle « reflète la distinction des instances ou niveaux de la réalité sociale » : à « une organisation de masse pour le niveau de l'économique (le syndicat) », et à « une organisation d'avant-garde pour le niveau du politique (le Parti) », viendrait donc « logiquement » s'ajouter « une organisation de masse pour le niveau de l'idéologique (les organisations de la R.C.) »<sup>51</sup>.

2) Mais évidemment cette explication n'en est absolument pas une. Son formalisme et son fonctionnalisme dissimulent précisément ce qui pose problème, à savoir que justement ni Marx, ni Engels, ni Lénine, n'ont différencié des organisations de lutte idéologique distinctes des organisations de la lutte économique et politique. Qu'est-ce que cela impliquait ? que la lutte idéologique était supposée résolue par la ligne politique du Parti lui-même :

« Jusqu'ici le Parti était donc chargé à la fois de la lutte politique et de la lutte idéologique. La R.C. apporte une innovation étonnante, en créant un nouvelle, *une troisième organisation* : une organisation propre à la lutte idéologique de masse. Sans doute elle est chargée d'appliquer les décisions du Parti. Mais elle est distincte de lui. De plus, elle se distingue du Parti en ce qu'elle est, comme le syndicat, une *organisation de masse* (le centralisme démocratique n'y règne pas : il est dit que les responsables des organisations de la R.C. doivent être élus "comme les députés à la Commune de Paris") »<sup>52</sup>

3) Enfin, si la RCC impose une dissociation de la lutte politique et de la lutte idéologique, et l'incarnation de cette dissociation dans une organisations de masse distincte de l'organisation du parti, le problème final est bien de savoir ce qui rend cette dissociation nécessaire. La réponse se trouve pour Althusser

« dans le changement de position du parti et du syndicat à l'égard de l'État en régime socialiste. Après la prise révolutionnaire du pouvoir, dans la période de dictature du prolétariat, le Parti doit prendre en charge la direction de l'État, du pouvoir d'État et de l'appareil d'État. Une fusion partielle, mais inévitable, s'opère alors entre le Parti et l'appareil d'État.

Ainsi se pose un très grave problème, que Lénine a posé en termes dramatiques dans les textes de la vie de sa vie (cf. *L'Épuration du Parti. Sur l'Inspection ouvrière et paysanne*, etc.) : *comment régler les rapports du parti et de l'État pour éviter de tomber dans les défauts de la bureaucratie et de la technocratie, et leurs graves effets politiques ?*

[...]

La R.C. apporte ainsi une solution tout à fait nouvelle au problème posé par Lénine. La troisième organisation, chargée de la troisième révolution, doit être *distincte* du Parti (dans son

<sup>49</sup> « Sur la révolution culturelle », art. cit., p. 15.

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> *Ibid.*

existence, et dans sa forme d'organisation) pour obliger le Parti à se *distinguer* de l'État, dans une période où il est en partie contraint et en partie tenté de *se confondre* avec l'État. »<sup>53</sup>.

On voit enfin en quoi consiste en dernière analyse la contradiction dans laquelle on voyait précédemment se mouvoir l'énonciation althussérienne, entre une lutte idéologique dirigée par le parti et des organisations de masse distinctes du parti – et d'autant plus nécessairement distinctes qu'elles doivent forcer le parti à constamment se révolutionnariser. Cette contradiction, ce n'est autre que celle qui anime l'idée même de « parti révolutionnaire » pendant le processus révolutionnaire, à savoir la dialectique entre les deux aspects contradictoires d'une telle organisation, en tant que parti d'avant-garde qui ne peut prendre la direction de l'État sans s'incorporer en lui et s'étatiser d'une manière ou d'une autre, et en tant que parti de masse censé s'appuyer sur des mouvements et des organisations des masses sans lesquelles l'idée même de révolution communiste n'a plus aucun sens. Ce que concentre donc la RCC – et c'est l'effet de véridiction le plus profond de cette conjoncture sur le dispositif théorique du marxisme-léninisme comme théorie révolutionnaire –, c'est la nature complexe de l'organisation du parti qui ne peut fonctionner comme appareil politique sans fonctionner « à l'idéologie », autrement dit qui ne peut fonctionner comme appareil politique sans constituer un appareil idéologique d'État dont les vecteurs idéologiques d'absorption à l'appareil d'État (bureaucratie, technocratie, etc.) ne peuvent être combattus que par une lutte idéologique de masse faisant pression sur lui, pour ainsi, *de l'extérieur*. Bref, la Révolution culturelle comme révolution idéologique de masse est intérieurement articulée à la révolutionnarisation de l'appareil d'État : d'elle dépend l'« utilisation » de cet appareil par le parti dans le sens de son dépérissement, au lieu de son renforcement et du dépérissement du parti *révolutionnaire*. Seule une révolution idéologique de masse dotée d'organisations *extérieures* au parti peut *forcer* le parti à *se révolutionnariser lui-même en permanence*, c'est-à-dire peut *forcer* le parti à rester *extérieur à l'appareil d'État* auquel simultanément il ne peut éviter de s'incorporer – donc en vérité non pas à « rester extérieur » mais bien à se re-extérioriser, à s'« excorporer » sans cesse si l'on peut dire de l'appareil d'État, pour éviter que ne se produise ce qui est produit dans la « construction du socialisme » soviétique : la fusion du parti avec l'État, l'étatisation du parti non moins que la capture de l'appareil et du pouvoir d'État par un parti bureaucratisé, coupé des masses, reproduisant entre lui et elles et reproduisant en son sein même, la division du travail entre direction et exécution, le filtrage hiérarchique de l'énonciation collective, la monopolisation élitiste du savoir, de la puissance de calcul économique et de l'initiative dans tous les domaines etc. – bref tout ce dont la « régression » de la socialisation des moyens de production à leur étatisation laissant subsister des rapports de production capitaliste, et la reproduction de l'idéologie bourgeoise au cœur de la prétendue « construction du socialisme ».

A tous ces égards, on voit que la RCC ne se contente nullement d'apporter une « solution » au « grave problème » posé par Lénine. Elle procède *pratiquement* à une critique de la manière dont Lénine avait posé le problème. Sans doute le texte d'Althusser est-il ici très ambigu. Il cherche manifestement à ménager la chèvre et le chou au moment même où son analyse de conjoncture tranche à sa place. D'un côté, il écrit que Lénine a bien vu et posé ce problème de savoir « *comment régler les rapports du parti et de l'État pour éviter de tomber dans les défauts de la bureaucratie et de la technocratie, et leurs graves effets politiques* », et que cependant, tout en ayant bien « vu » ce problème, Lénine « avait conscience que sa solution était au-dessus des forces historiques alors existantes en U.R.S.S. ». Mais en même temps, il rappelle que Lénine « a cherché la solution de ce

---

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 16.

problème dans un *organisme* » et non dans une organisation de masse<sup>54</sup>, organisme qui « était une émanation du Parti », qui « n'était pas une organisation propre », qui « à plus forte raison », « n'était pas une organisation de masse »<sup>55</sup> ; c'est-à-dire que Lénine a cherché la solution du problème dans une *mauvaise* direction, parce qu'il avait *mal posé* le problème ; – ce qui se répercute sur le premier point de vue : Lénine avait peut-être conscience que la solution de ce problème était « au-dessus des forces historiques alors existantes », l'essentiel reste que cette insuffisance des forces existantes conduisait à une « conscience » biaisée du problème (à une position théorique et pratique biaisée du problème) : l'insuffisance de forces de masses hors du parti conduisait à poser le problème et à chercher sa solution dans le parti, dans un auto-contrôle et une auto-régulation du parti *via* un organisme spécialisé émanant du parti... Bref : l'analyse de conjoncture permet ici de mesurer la différentielle, non pas entre des solutions différentes à un même problème, mais entre deux problèmes *presque* identiques mais que les « forces historiques existantes » conduisent à poser très différemment, entraînant *par suite* des solutions très différentes.

Enfin, on aurait tort d'imputer ces torsions du texte althussérien à une simple « résistance » à imputer le moindre tort à Lénine. Le problème est autrement plus sérieux : une fois que l'on admet que la RCC rompt avec les conceptions qui chargeaient le Parti « à la fois de la lutte politique et de la lutte idéologique », une fois que l'on reconnaît la nécessité de dissocier ces deux luttes et la nécessité d'une prise en charge de la lutte idéologique par des organisations de masse distinctes du parti (en somme, une fois que l'on reconnaît que la dialectique du parti révolutionnaire entre parti d'avant-garde et parti de masse ne peut se développer qu'au prix de telles organisations de masse *hors* de la forme-Parti), tout le problème reste de savoir si le Parti à son tour peut conserver *le monopole de la ligne politique elle-même*. Autrement dit : jusqu'à quel point peuvent être réellement dissociées ligne idéologique et ligne politique, que ce soit dans la parti ou dans « les masses » ? Alors je crois qu'on a là, dans l'analyse de conjoncture de la R.C.C. 1966, le point d'amorce du problème dont on peut suivre la courbe jusqu'aux textes sur la crise consommée du marxisme en 1977-1978, « Enfin la crise du marxisme ! » et « Le marxisme comme théorie "finie" »<sup>56</sup>, où Althusser prendra acte de la difficulté nodale de ce rapport entre politique et idéologie, au sein du parti qui ne peut être un appareil politique sans être informé matériellement par l'idéologie (et par l'idéologie dominante comme vecteur d'intégration du parti à l'Etat, qui s'agisse du parti révolutionnaire dans l'Etat socialiste ou du parti communiste dans l'Etat capitaliste), et aussi au sein « des masses » qui ne peuvent devenir agent d'une révolution idéologique sans mettre en cause le monopole de la direction politique par le parti. Je ferai simplement quelques remarques à ce sujet, en guise de transition pour la semaine prochaine, et de manière aussi à localiser la position ambivalente que la problématique étudiante vient occuper dans cette courbe :

1) Premièrement, si l'analyse de conjoncture R.C.C. vient effectivement en cerner le noyau problématique dans la contradiction du parti prolétarien comme appareil idéologique d'Etat politique, alors on comprend la puissance transférentielle de cette conjoncture, non seulement du contexte chinois à l'ensemble des pays socialistes, mais à « tout le mouvement communiste international » et aux luttes de « tous les communistes »<sup>57</sup>, donc y compris dans

<sup>54</sup> Cf. Lénine, « Mieux vaut moins mais mieux », 2 mars 1923 ; et « Comment réorganiser l'Inspection Ouvrière et Paysanne », 23 janvier 1923.

<sup>55</sup> « Sur la révolution culturelle », art. cit., p. 16.

<sup>56</sup> Les deux textes sont repris dans L. Althusser, *Solitude de Machiavel*, Paris, PUF, voir en particulier p. 277-278 et p. 290-291.

<sup>57</sup> « Sur la révolution culturelle », art. cit. p. 16 (« Les grandes leçons de la R.C. dépassent et la Chine et les autres pays socialistes. Elles intéressent tout le mouvement communiste international. [...] Il ne s'agit pas d'exporter la R.C. Elle appartient à la Révolution chinoise. Mais ses leçons théoriques et

les pays capitalistes eux-mêmes qui retrouvent, dans de tout autres conditions évidemment qui ne sont pas celles d'une régression contre-révolutionnaire mais celle d'un report indéfini d'une situation révolutionnaire la rendant finalement impossible (cf. les remarques plus haut sur le XXIIe Congrès), ce problème de l'intégration du parti aux rouages de l'appareil d'Etat capitaliste et leur fonction dans la reproduction de l'idéologie politique dominante (parlementarisme, électoralisme, etc.). Ce qui signifie aussi bien que les pays capitalistes se trouvent dans une situation où, de ce point de vue, la lutte dominante est bien la lutte idéologique elle-même

2) Mais ce transfert de conjoncture ne repose pas seulement sur ce constat négatif ; il repose indissociablement sur l'émergence de nouvelles formes de mouvements de masse et d'organisation collectives qui corrélativement débordent le couple parti-syndicat, et dont l'empressement des communistes à disqualifier les caractères idéologiques spécifiques au nom de leur allure « non-prolétarienne », « petite-bourgeoise », etc., ne peut que renforcer l'aveuglement concernant l'intégration croissante des organes historiques des luttes politiques et économiques ouvrières, là où tout le problème serait d'évaluer (ce qui ne peut être tranché d'avance) la façon dont ces mouvements idéologiques de masse pourraient forcer, ou contribuer à forcer, dans une forme inédite, une « excorporation » des parti et syndicats de l'appareil d'Etat capitaliste. (D'où, je crois, l'insistance qu'Althusser met à souligner, par exemple contre Michel Verret, le caractère « progressiste » des idéologies portées par les révoltes de la jeunesse scolarisée en 1968 : ce caractère progressiste ne garantissant aucunement la justesse d'une ligne politique, mais devant être apprécié *politiquement* par ses effets possibles ou développables sur l'idéologie des partis et syndicats ouvriers intégrés à l'idéologie politique dominante<sup>58</sup>).

3) Enfin, et c'est le point le plus important, on observera que de 1966-1969 à 1977-1978, le point d'inflexion du diagnostic althussérien de la crise théorique et politique du marxisme se déplacera vers la reconnaissance du fait que l'incapacité des organes de la lutte ouvrière politique et économique à définir la ligne idéologique dominante des mouvements de masse se répercute inévitablement sur le monopole de la détermination d'une ligne *politique* par le parti communiste. On peut comparer, même sommairement, les formules d'Althusser en 1968-1969 avec celles qu'il développera dix ans plus tard. Il est clair que quand Althusser, au lendemain des mouvements étudiants de 1968, reprend et décale l'expression de « révolution idéologique de masse » utilisée en 1966 dans « Sur la révolution culturelle », en parlant de « révolte idéologique de masse », il se trouve dans un équilibre instable (peut-être la même instabilité que celle de ces mouvements étudiants eux-mêmes) entre l'identification d'une jeunesse scolarisée occupant la position d'« avant-garde » du mouvement *idéologique* de masse (avec tous les problèmes que cela entraîne du point de vue d'une direction ouvrière du mouvement) et l'*absence* de ligne politique, de stratégie, et de propositions de transformations des modes d'exercice du pouvoir, en premier lieu du pouvoir d'Etat. C'est ce que veut dire précisément « révolte » – par différence avec « révolution » –, c'est-à-dire un mouvement de masse qui met en cause le pouvoir en place, mais sans programme politique

---

politiques appartiennent à *tous* les communistes. Ces *leçons*, les communistes doivent les emprunter à la R.C., et en faire leur bien »).

<sup>58</sup> D'où également l'importance du constat posé par Althusser dans sa réponse à Verret, concernant le problème du rapport du PCF et de l'UEC à la jeunesse scolarisée : « Le fait est que, sauf en Chine, ou dans un contexte absolument différent, et à des fins immédiates, qui ne correspondent pas à nos conditions, la Direction de l'Etat populaire a pris la tête (ou l'initiative ?) de la révolte idéologique de la jeunesse, nos Partis communistes avaient, depuis plusieurs années, marquées en France par les crises successives de l'organisation étudiante communiste, pratiquement perdu contact avec la masse de la jeunesse scolarisée » (« A propos de l'article de Michel Verret sur le 'Mai étudiant' », rééd. In *PenseR Louis Althusser*, p. 82 ; voir également p. 82-84).

d'une conquête du pouvoir et d'une transformation des modalités de son exercice en même temps que de la structure de ses appareils. Mais lorsqu'il reprend le problème de la crise des organisations communistes en 1977-1978, c'est bien la crise *politique* de ces organisations qu'il souligne, corrélative, non de mouvements idéologiques de masse mais bien de quelque chose comme des mouvements *politiques* de masse :

« Il ne s'agit pas ici non plus "d'élargir" la politique existante, mais de savoir être à l'écoute de la politique là où elle naît et se fait. Une tendance importante se dessine actuellement pour faire sortir la politique de son statut juridique bourgeois. La vieille distinction parti/syndicat est mise à rude épreuve, des initiatives *politiques* [j.s.] totalement imprévues naissent en dehors des partis, et même du mouvement ouvrier (écologie, lutte des femmes, des jeunes, etc.), dans une grande confusion certes, mais qui peut être féconde. La "politisation généralisée" dont parle Ingrao est un symptôme qu'il faut interpréter comme une remise en question parfois sauvage mais profonde des formes bourgeoises classiques de la politique. Tout cela se cherche, dans des contradictions intenses, mais ce sont bien des "contradictions au sein du peuple", même quand elles ne sont pas reconnues comme telles par leurs protagonistes »<sup>59</sup>.

Dès lors, pour ce qui concerne notre thème de travail, le problème est bien celui que nous commençons à poser lors de notre séance introductive : déterminer si, et en quoi, les mouvements étudiants sont porteurs d'une *politique*, ou du moins de certains éléments d'une *politique de masse*. Et quels en seraient les termes, les axes, les conditions particulières de généralisation – qu'il s'agisse du problème du rapport travail intellectuel/travail manuel, modes d'incorporation des savoirs au procès de travail et à l'ensemble des rapports de production, des formes de gouvernementalité et d'exercice du pouvoir hors des formes monopolistiques des « professionnels de la politique », des formes d'idéologie politique correspondante ou à inventer etc.

L'effet majeur de ce questionnement, enfin, je crois que c'est celui qu'Althusser pointe dans « Enfin la crise du marxisme ! », dans ces formules frappantes déjà citées lors de la séance du 26 septembre :

« Quelle est la nature de l'Etat, précisément du type d'Etat de nos sociétés impérialistes contemporaines ? Quelle est la nature, quel est le mode de fonctionnement réel du Parti et du syndicat ? Comment échapper au risque d'entrer maintenant dans le jeu de l'Etat bourgeois, au risque d'entrer plus tard dans la fusion Etat-parti ? Comment penser dès maintenant, pour en amorcer le processus, la nécessité de la "destruction" de l'Etat bourgeois, et préparer le "dépérissement" de l'Etat révolutionnaire [...] Et surtout, question des questions pour le présent et l'avenir, comme établir avec le mouvement des masses des rapports qui, débordant la distinction syndicat-parti, assurent le développement des initiatives populaires, qui dépasse la plupart du temps la division entre l'économique et le politique, et même leur "addition" ? Car nous voyons de plus en plus de mouvements de masse populaires naître d'eux-mêmes en dehors du syndicat et du Parti, et qui apportent ou peuvent apporter quelque chose d'irremplaçable dans la lutte... »<sup>60</sup>

En même temps que le parti perd, non seulement le monopole de la ligne idéologique, mais aussi le monopole de la ligne politique, comment en somme redéfinir une politique révolutionnaire, dont le point nodal demeure le dépérissement de l'appareil d'Etat, sur la base des organisations de masse et de *leur* politique ? Et donc comment envisager, sur la base de ces organisations, des formes d'unification qui permettraient de lutter « dès maintenant » à la destruction de l'Etat bourgeois, et même – « *dès maintenant* » ! – au dépérissement de *tout* appareil d'Etat...

<sup>59</sup> Althusser, « Le marxisme comme théorie "finie", *Solitude de Machiavel*, op. cit., p. 289.

<sup>60</sup> Althusser, « Enfin la crise du marxisme ! », *Solitude de Machiavel*, op. cit., p. 278.